

Mobilité en mairie de Bujumbura (page 3)

Que les nouvelles infrastructures soient sauvegardées !



Les travaux de réfection du rond-point des Nations-Unies sont en passe d'être clôturés. Les usagers de la route attendent impatiemment la rouverture de ce tronçon pour une bonne circulation routière

TRANSPORT

FINANCE

COMMERCE



SOTAVEBU, SOTAVEDEBU et AMOTABU

A quoi sert l'argent quotidiennement collecté ? (page 4)



Monnaie Burundaise

D'où vient la monnaie Burundaise ? (page 12)



Commerce transfrontalier

Les femmes plaident pour plus d'assistance (page 13)

" Acheteurs, exigez la facture reconnue par l'OBR après paiement, c'est votre droit "



Editorial

Mairie de Bujumbura : à quoi sert la redevance ?



Melance Maniragaba,
Directeur de publication a.i

Beaucoup de projets dans le domaine des infrastructures sont en train d'être réalisés et d'autres sont déjà terminés en mairie de Bujumbura (capitale

économique). Citons à titre illustratif la réhabilitation du rond-point des Nations Unies dont les travaux sont exécutés par « Groupe entreprise Kazoza » (Groupe EIS-EKA). Un autre exemple typique est le bouchage des nids de poule au boulevard Général Adolphe Nshimirimana situé au nord de la capitale. Sous un soleil de plomb avec des moyens apparemment rudimentaires, les membres de l'Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU) s'activent ardemment à le faire.

Les exemples d'amélioration de la vie dans la capitale économique

sont nombreux et à encourager. D'ailleurs, on allait reprocher à la Mairie de ne rien faire pour rendre la vie meilleure en ville. Ce qui amènerait à se poser cette question : à quoi sert la redevance ? Pourtant, certaines obligations s'imposent. C'est notamment la redevance qui est la taxe due en contrepartie de l'utilisation d'un service public.

Finalement, la Mairie de Bujumbura ne sombre pas dans l'opacité qui caractérise la gestion des affaires nationales. Au niveau des infrastructures, il construit un luxueux hôtel de ville, une passerelle à la jonction du boulevard de l'Uprona et de l'avenue de la Mission

...Ce qui est encore à encourager.

Toutefois, cela n'empêche pas de rester sur sa soif. Ce qui motive tout cela est seulement l'usage des recettes collectées à travers le paiement de l'impôt foncier et le paiement du stationnement des véhicules faisant le transport rémunéré. Pour ne citer que ceux-ci ! Nous ne sommes pas au courant des sommes exorbitantes déjà collectées. Ce qui inquiète c'est que jusqu'à maintenant le budget de la Mairie de Bujumbura ne serait inscrit nulle part pour être rendu public. Difficile donc de demander des comptes à la Mairie.

En effet, comme pas mal d'obligations existent et que leur liste est longue, la Mairie doit rester dans la bonne voie voire accélérer l'initiation des projets de développement.

Le public devrait veiller également à la bonne gestion de la chose publique. Il a le devoir de demander des comptes à la Mairie sur l'usage de la redevance, car il en a le droit. La dilapidation des biens publics n'a plus raison d'être.

Ensemble, évitons les dépenses ostentatoires pour garder le trésor public intact.

L'Amazonie qui part en fumée, pomme de discorde au G7 de 2019

La France vient d'abriter la 45ème édition du Sommet du G7 dans la ville de Biarritz (au Sud de la France) du 24 au 26 août 2019. Le G7 réunit les 7 pays les plus développés du monde à savoir : les USA, le Royaume-Uni, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, mais cette année, certains pays africains comme le Burkina Faso, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Sénégal et de l'Egypte avaient été invités. Même si ce sommet traitait un thème sérieux à savoir : la lutte contre les inégalités, ce sont les passe d'armes entre Emmanuel Macron, le président français et son homologue brésilien Jair Bolsonaro qui ont fait choux gras des médias internationaux.

La pomme de discorde a été les incendies gigantesques qui déciment la forêt amazonienne dont une grande partie se situe au Brésil. Le président français a eu le tort de proposer l'aide internationale au Brésil. Chose que son homologue brésilien a mal pris, le taxant par la même occasion d'avoir une mentalité colonialiste. La situation a tourné au vinaigre quand le président du Brésil a fait des commentaires désobligeants sur le physique de l'épouse de Macron. Le G7 a proposé une aide de 20 millions USD que le président brésilien a initialement rejetée avant de se raviser. Entre temps, l'Amazonie considérée comme le poumon de la planète continue à brûler même si le Brésil a mobilisé 50 mille militaires pour maîtriser l'incendie.

La compagnie aérienne Uganda Airlines ouvre une ligne sur Bujumbura à partir du 31 août 2019



Jean Bosco Ntunzwenimana, ministre des Transports, des Travaux Publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire a informé le conseil des ministres que la compagnie aérienne Uganda Airlines ouvre une ligne sur Bujumbura à partir du 31 août 2019. C'était mercredi le 14 août 2019.

Selon l'article du 22 juillet de l'agence Ecofin, les vols commerciaux d'Uganda Airlines qui étaient initialement prévus au mois de juillet. Ils ont été reportés au mois d'août 2019. L'annonce a été faite par Monica Azuba Ntege, ministre ougandaise des Travaux Publics et des Transports

Elle a expliqué que le transporteur national n'avait toujours pas obtenu de certificat d'exploitation aérienne de la Civil Aviation Authority (CAA). Selon elle, la compagnie aérienne doit franchir certaines étapes avant d'obtenir ce certificat et commencer ses opérations commerciales.

La ministre ougandaise des T.P. et des Transports précise que la certification de la CAA est indispensable pour être reconnu comme prêt à voler conformément à la réglementation internationale.

Pour démarrer ses opérations, Uganda Airlines a pris livraison de deux Bombardiers CRJ-900 (immatriculés 5X-EQU et 5X-XOB) en avril dernier. Elle attend deux autres appareils d'ici la fin de l'année. La compagnie nationale ougandaise a également commandé deux Airbus A330-800neos pour ses vols long-courriers.

« 18 ans après la faillite de la compagnie nationale, Uganda Airlines ambitionne de couvrir un solide réseau régional et de se déployer d'ici deux ans sur les lignes internationales. Elle a annoncé l'ouverture des lignes vers Zanzibar, Addis Abeba et Harare. Elle projette un prolongement progressif de son réseau vers Bujumbura, Dar Es Salam, Goma, Juba, Johannesburg, Kigali, Kinshasa, Khartoum, Lusaka et Nairobi », indique toujours agence Ecofin.

Et de faire remarquer : « Sur le réseau international, le transporteur prévoit de se redéployer sur les anciennes lignes desservies par la défunte compagnie nationale, notamment Londres et Bruxelles en Europe, et Dubaï au Moyen-Orient. Mumbai et Guangzhou sont également dans son viseur ».

Avant Uganda Airlines, cinq compagnies officielles desservaient Bujumbura. Celles-ci sont Kenya Airways, Ethiopian Airlines, RwandAir, SN Brussels Airlines et Air Tanzania. Les vols pour chaque compagnie sont estimés à un aller-retour par jour voire par semaine.

Diminution des exportations au 2ème semestre 2018 par rapport au même semestre de 2017

Selon le bulletin semestriel de l'Office Burundais des Recettes (OBR), le taux de couverture des importations par les exportations s'est détérioré au 2ème semestre 2018, passant de 22,6 % en 2017 à 18,1 % en 2018. Ce qui veut dire que les exportations ont couvert 22,6 % des importations en 2017 tandis qu'en 2018, les exportations ont couvert seulement 18,1 % des importations.

La même source indique que le montant global des exportations au 2ème semestre 2018 se répartit en exportations domestiques pour une valeur de 115.749,1 millions de FBu et 17.474,3 millions de FBu pour les réexportations. Comparativement à la même période de 2017, les exportations domestiques ont connu une diminution passant de 149.984,5 millions FBu à 115.749,1 millions FBu tandis que les réexportations ont augmenté, passant de 9.946,4 millions FBu à 17.474,3 millions FBu.

Les exportations au 2ème semestre 2018 sont principalement dominées par les produits agricoles : le café (40,6 %), le thé (16,9 %), la farine de blé (6,8 %), de tabac (3,0 %). La seconde position est occupée par les produits miniers : l'or (13,7%), les minerais de niobium (7,0 %), les minerais de tungstène (1,4 %) et les minerais de tungstène et leurs concentrés (1,3 %).

Plus de 70 mille bêtes décimées dans huit provinces par la peste des petits ruminants

Le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a procédé mardi le 27 août 2019 dans la commune Bugendena de la province Gitega au lancement des activités de réhabilitation des ménages affectés par la peste des petits ruminants. Les cérémonies ont été rehaussées par le secrétaire permanent au ministère ayant l'élevage dans ses attributions en compagnie des représentants de la Banque Mondiale, du FIDA et de la FAO. Dans son discours, le secrétaire permanent Emmanuel Ndorimana a indiqué que la peste des petits ruminants a causé la mort de plus de 70 mille bêtes dans huit provinces du pays. Il a expliqué qu'après avoir constaté cette énorme perte, le Gouvernement du Burundi a fait recours aux partenaires qui interviennent dans ce secteur pour qu'ils assistent les ménages victimes pour qu'ils puissent se procurer d'autres animaux. Ndorimana a précisé que cette activité sera exécutée dans huit provinces victimes de cette catastrophe. Dans toutes ces provinces, plus de 4 mille ménages qui ont perdu leurs bêtes seront assistés par le Gouvernement. Chaque ménage recevra une somme de cent mille francs burundais (100 000 FBu) par petit ruminant perdu. Ndorimana a remercié plus particulièrement la Banque Mondiale, le FIDA et la FAO qui ont donné leurs financements. En plus de cela, le Gouvernement a organisé des campagnes de vaccination pour protéger les animaux qui n'étaient pas encore affectés. Plus de trois millions de chèvres et de moutons ont été vaccinés durant cette campagne.

Taux de change du 29 Août 2019

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	1842	1871	3050	3100
Euro	2041	2074	3300	3350
Shi. Kenyan	17,8066	18,0938	30	32
Shi. Tanzanien	0,8013	0,8142	1,2	1,4
Shi. Ougandais	0,4992	0,5073	0,8	0,9
Fr Rwandais	2,0042	2,0365	3,3	3,5

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 3000 exemplaires
Directrice de publication et
Rédactrice en chef :
Bella Sonia NDAMIYE
Service commercial :
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

Mairie de Bujumbura

De nouvelles infrastructures pour faciliter la mobilité

Depuis un certain temps, certains endroits de la ville de Bujumbura font peau neuve. Des routes réhabilitées, des lieux publics aménagés et de nouvelles constructions se font observer. Ce qui contribue à la bonne circulation des biens et des personnes. Burundi Eco a fait un tour dans quelques lieux où ces infrastructures ont été construites



La nouvelle passerelle pour piéton permettra de désengorger la circulation routière

Sur le rond-point des Nations Unies situé dans la zone Ngagara en mairie de Bujumbura, les travaux de réfection en cours vont bon train. Les ouvriers ne se lassent pas. Cette place où se rencontrent la RN 9 vers Kinama, le boulevard Mwambutsa vers Kamenge, l'avenue de l'OUA vers le marché dit chez Siyoni et la chaussée du peuple Murundi vers le centre-ville était, il y a quelques mois, jalonné de nids de poules. Ce qui obligeait les automobilistes, les motards et les cyclistes à se livrer à des slaloms dangereux pour se frayer un passage. Ces travaux sont presque à l'état de finissage. Le rond-point ne fait pas objet de bitumage, mais de revêtement à l'aide du béton armé. Selon les ouvriers du chantier trouvés sur les lieux, les travaux sont à 90% d'exécution. « Le bétonnage est terminé. Nous sommes en train de finaliser la construction des caniveaux et la rénovation de quelques parties à l'intérieur de la place où est érigée le monument des Nations-Unies », fait savoir un des ouvriers. La réhabilitation du rond-

point des Nations-Unies devrait durer 5 mois.

Les usagers de ces routes qui se croisent sur ce rond-point se disent satisfaits de l'état d'avancement des travaux, mais demandent que les travaux se terminent vite pour que la circulation redevienne normale. « Nous sommes confrontés à des embouteillages quotidiens suite à ces travaux. Ce qui ralentit la circulation, mais aussi les trajets sont devenus longs pour nous qui empruntons la RN9. Nous devons contourner pour passer par l'avenue Buconyori », témoigne un conducteur de bus de la ligne Ville-Mutakura.

Du béton armé à la place du bitume, quid de l'efficacité ?

Les conducteurs rencontrés sur le marché Cotebu mettent en

doute l'efficacité du béton armé utilisé sur ce rond-point. « La place risque d'être plus glissante surtout pendant la saison pluvieuse. Ce qui pourra occasionner des accidents de roulage sachant que le boulevard Mwambutsa est souvent fréquenté par de gros camions », indique Samson, un conducteur de bus vers le centre-ville. Un autre salue l'utilisation du béton armé, car il est plus résistant par rapport au bitume. « Il n'aura plus de nids de poule comme avant », fait-il savoir.

Au centre-ville, un nouveau rond-point aux couleurs nationales

Un rond-point tout neuf au centre-ville reliant l'avenue de la RDC et la chaussée du Prince Louis Rwagasore a été récemment érigé. La circulation est devenue fluide depuis que ce rond-point a été éaménagé. Selon Freddy Mbonimpa,

maire de la ville de Bujumbura, ledit rond-point a été construit pour embellir la ville et que d'autres projets similaires sont en cours d'étude. Ce joyau permet également aux conducteurs de voitures de mieux se relayer dans la circulation, mais certains citoyens redoutent que les conducteurs ne finissent pas par percuter les alentours de

surtout pendant les heures de pointe. Le boulevard fréquenté en grande partie par les écoliers et les étudiants était parfois le théâtre des accidents. La circulation, y est intense, les embouteillages aussi. Pour les piétons qui traversent le boulevard, la circulation deviendra facile une fois que cette passerelle sera fonctionnelle. « Des séances de



En plein centre-ville, le nouveau rond-point est venu résoudre le problème d'embouteillage qui s'y observait

cette construction. « Nous sommes habitués à voir des gens qui cognent les infrastructures publiques et qu'il n'y a pas de remplacement. Des mesures concrètes doivent être mises en place pour sauvegarder ces infrastructures », affirme un piéton trouvé près de ce rond-point.

Une nouvelle passerelle à la jonction du boulevard de l'Uprona et de l'avenue de la Mission a été également construite pour désengorger la circulation routière

sensibilisation seront organisées à l'intention des piétons pour une bonne utilisation de la passerelle », indique Freddy Mbonimpa.

Des réalisations qui contribuent à l'embellissement de la ville de Bujumbura. La Mairie demande à tout un chacun de faire sien la pérennisation de ces infrastructures. Seront-elles durables ? Wait and see!

Bonaparte Sengabo

SANTÉ

Bujapath, précurseur dans le dépistage et le diagnostic du cancer

Un centre de dépistage et de diagnostic du cancer vient de voir le jour à Bujumbura. Outre le fait qu'il va éviter aux patients d'effectuer des déplacements coûteux à l'étranger, ce centre permettra de détecter précocement certains cancers qui tuaient les gens parce qu'ils avaient été dépistés tardivement

Bujumbura Pathology Center (Bujapath) est sis en commune Mukaza de la mairie de Bujumbura, à l'avenue des Palmiers. C'est un centre de dépistage pour confirmer ou infirmer les cas de cancer. Concrètement, si le médecin traitant soupçonne le cancer chez un patient, il effectue un prélèvement. Cette opération s'appelle la biopsie. Il envoie ensuite l'échantillon au centre Bujapath qui procède aux examens nécessaires. Ce centre qui est aussi spécialisé dans le diagnostic du cancer pratique entre autres les examens cytologiques et histologiques. Mais dans le futur, il compte ajouter des examens himino-histochimiques pour faire un diagnostic complet.

Le centre vient répondre à un besoin réel

« Il y avait un besoin réel et important au Burundi parce que les gens devaient se rendre à l'étranger pour le dépistage et même pour le diagnostic du cancer. Cela leur coûtait beaucoup. Désormais, ils pourront le faire ici et à moindre coût. C'est cette idée qui a poussé le Dr Jean Marie Harimenshi à créer ce centre », a indiqué Dr Khelia Mahoro, médecin généraliste à Bujapath.



Dr Khelia Mahoro, médecin généraliste à Bujapath : « Il y avait un besoin réel et important au Burundi parce que les gens devaient se rendre à l'étranger pour le dépistage et même pour le diagnostic du cancer. Cela leur coûtait beaucoup. Désormais, ils pourront le faire ici et à moindre coût »

Dr Harimenshi exerce en France et travaille avec les chercheurs de l'université de Lille. Il est spécialisé en Anatomie Pathologique, a-t-elle ajouté. Le diagnostic que Bujapath fait permet de dire si oui ou non un patient a un cancer bénin ou malin et, plus important encore, à quel stade le cancer est. Le médecin traitant sait par conséquent si le cancer peut être traité ou pas. Il est important de savoir qu'avant le diagnostic, on procède d'abord au dépistage. Ce dernier est moins coûteux que le diagnostic.

Le cancer du col de l'utérus, un des chevaux de bataille de Bujapath

Le dépistage du cancer du col de

l'utérus se fait par frottis cervico-vaginal. Ce prélèvement est indolore et rapide. Le but est de détecter les lésions précancéreuses. Si on les détecte à temps, cela permet de traiter le cancer précocement. On pratique une opération très simple et qui ne dure pas longtemps qui s'appelle "conisation". La personne guérit totalement. L'autre avantage du centre est que les résultats viennent rapidement. Le diagnostic du cancer du col de l'utérus prend 3 jours, a fait savoir Dr Mahoro. Il faut noter que certaines lésions précancéreuses peuvent guérir d'elles-mêmes. C'est pour cela qu'on demande parfois aux gens de revenir après une certaine période (3 mois, 6 mois ou une année). Le centre fait donc un suivi pour les

patients présentant des risques de cancer, a-t-elle ajouté.

Le cancer, une maladie silencieuse qui tue à petit feu

Le cancer ne s'attrape pas d'un seul coup. Il peut prendre plusieurs années avant de se déclarer. Certains cancers peuvent guérir si on les traite à temps. Quand on les diagnostique tardivement, ils sont fatals. D'où l'intérêt de se faire dépister à temps. Et comme l'a indiqué le Dr Mahoro, le dépistage n'est pas cher. Celui du cancer du col de l'utérus ne coûte que 40 mille FBu. Lorsque les personnes ne viennent pas au stade de lésions précancéreuses, et la biopsie et le traitement sera compliqué. Au Burundi, dire aux gens de se faire dépister alors qu'ils ne ressentent pas de douleurs et n'ont apparemment aucun problème de santé n'est pas chose simple. Pourtant, il y en a qui viennent alors qu'ils sont apparemment en bonne santé. Néanmoins, on diagnostique un cancer. C'est primordial de se faire dépister à temps, a souligné Dr Mahoro.

Bujapath n'est pas un centre de traitement du cancer

Il faut faire une nuance. Bujapath n'est pas un centre de traitement du cancer. Il dépiste et diagnostique le cancer. On aimerait bien avoir un service de traitement du cancer mais les moyens ne le permettent pas actuellement, a déclaré Dr Mahoro. Il travaille avec les médecins traitants de différents hôpitaux. Si le médecin soupçonne un patient

d'avoir un cancer il pratique une biopsie et envoie le prélèvement ou l'échantillon de cellules du patient au centre. Ce dernier fait des examens qu'il renvoie au médecin traitant. Mais le centre accueille aussi en consultation toute personne qui le désire. Bien plus, les patients des hôpitaux de l'intérieur du pays ou d'ailleurs peuvent amener eux-mêmes des prélèvements pour examen. Du fait que le Dr Harimenshi, spécialiste en Anatomie Pathologique et responsable du centre est basé en France, on lui envoie les échantillons traités qu'il étudie avec ses collègues Français pour fixer le diagnostic. Le centre a un appareil qui scanne les lames sur lesquelles sont fixés les échantillons traités qu'on envoie au spécialiste. Cela confère une certaine qualité/crédibilité aux résultats.

Bujapath appelé à grandir

Pour le moment, Bujapath emploie onze personnes dont des techniciens, des administratifs et des médecins. Il n'a ouvert ses portes que le 30 août 2019. Une équipe de spécialistes français est récemment venue former le personnel au traitement des échantillons. D'après Libère Nyabenda, Administrateur et Chef du personnel de Bujapath, le mois dernier le centre a pu traiter 40 prélèvements. Si maintenant il s'occupe seulement du dépistage et du diagnostic, il a l'ambition de devenir un centre de cancérologie qui proposerait un traitement complet du cancer.

Parfait Nzeyimana

La rizerie de Gashikanwa, une innovation dans le secteur agricole

Les riziculteurs de la commune Gashikanwa de la province Ngozi se sont associés aux vendeurs de riz pour promouvoir la riziculture. Ils ont mis en place une usine de valorisation du riz paddy. Après chaque récolte, le riz est traité puis emballé dans des sacs avant d'être commercialisé sur le marché. La société a l'ambition d'étendre son marché d'écoulement vers d'autres provinces



Les riziculteurs et les vendeurs de riz ont réussi à implanter une rizerie moderne en commune Gashikanwa pour valoriser la récolte.

La société coopérative SOVAPA a démarré ses activités en 2017. Elle œuvre dans la promotion de la filière riz à travers la vulgarisation des techniques agricoles modernes et la valorisation de la récolte. L'idée de créer cette coopérative était de valoriser la culture du riz. « Auparavant, les riziculteurs travaillaient à perte. Parfois on manquait de débouchés après la récolte du riz. Les commerçants offraient des prix bord champ dérisoires. D'où l'idée de s'associer avec d'autres producteurs et les commerçants pour initier une Société de Valorisation de la Production Agricole (SOVAPA) », explique Marcel Nzeyimana, un des responsables de la SOVAPA. Elle est cogérée par 12 coopératives rizicoles et 9 coopératives des commerçants. Les membres de cette société ont déboursé 39 millions de FBU pour acheter un terrain. Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) à travers le Programme de Développement des Filières (PRODEFI) a financé l'implantation

d'une rizerie à Gashikanwa au profit de la SOVAPA.

Le riz est de bonne qualité comme le confirme M. Nzeyimana. « Nous recevons le riz paddy tel qu'il est récolté avec ses deux enveloppes. Nous commençons par un nettoyage grossier, par tamisage afin de retirer les pailles, les pierres, la poussière ». La décortiqueuse dispose d'une ligne automatisée avec des compartiments pour le nettoyage grossier. Elle effectue une séparation systématique du riz

paddy des pailles, des cailloux ou autres objets.

Une plus-value pour les membres de la SOVAPA

Les membres de la société coopérative SOVAPA gèrent toute la chaîne de production : de la rizière jusqu'à la commercialisation du riz. Après la récolte, les riziculteurs acheminent les lots vers les hangars de ladite société. De là, le riz paddy est stocké avant d'être introduit

dans les lignes automatiques de la décortiqueuse. Cela facilite la gestion de la récolte car, dans le temps les riziculteurs écoulaient toute la récolte sur le marché. Les membres des coopératives bénéficient des rendements assez conséquents.

La société commence à se lancer timidement sur le marché. Quant à la stratégie marketing de cette nouvelle société, le « bouche à oreille » semble marcher. « Il y a une affluence des clients, car ceux qui ont déjà consommé le riz de SOVAPA apprécient son goût », confie un des responsables de la société. Elle dispose de points de vente dans la ville de Ngozi où les revendeurs viennent s'approvisionner.

La SOVAPA en quête de clients fidèles

La rizerie de Gashikanwa n'a pas pour le moment assez de clients permanents. « Nous amorçons à la conquête des marchés auprès des clients potentiels notamment les écoles à régime d'internats », fait savoir M. Nzeyimana. Il garde l'espoir qu'avec la rentrée scolaire qui approche à grand pas, ils peuvent enregistrer beaucoup de commandes. Tout n'est pas rose dans cette société. Beaucoup reste à faire pour maintenir la qualité du riz. Les riziculteurs cultivent plusieurs variétés de riz. Le challenge est de promouvoir une seule variété pour maintenir la qualité. Or, les riziculteurs privilégient les variétés les plus productives.

Une initiative salubre

Marie Solange Musavyimana, commerçante au marché central de Ngozi salue l'initiative du PRODEFI de regrouper les riziculteurs avec les vendeurs de riz. « On pratiquait le commerce du riz depuis longtemps au marché de Ngozi. Néanmoins, les décortiqueuses n'arrangeaient pas les affaires. Il y avait énormément de pertes en termes d'énergie, de temps », concède Mme Musavyimana. Elle affirme que la quantité de riz produite avec les moyens de bord n'arrive pas à satisfaire la demande. De plus, les cours du riz étaient très volatiles, car chaque commerçant fixait les prix à sa guise. Cette commerçante ne cache pas sa satisfaction. Pour elle, les riziculteurs et les vendeurs de riz ont trouvé un terrain d'entente. Fini les spéculations. On partage ce qu'on gagne ! s'exclame-t-elle. Chaque membre met son égo à part pour l'épanouissement de la société.

Elle témoigne qu'elle a changé d'attitudes. « Auparavant je considérais un riziculteur comme un simple paysan. Mais au fond j'ignorais que je survivais grâce au commerce du riz. Pour le moment, nous vivons dans une ambiance bon enfant », s'émerveille-t-elle. La société coopérative SOVAPA a la capacité de production de 4 tonnes par heure. Après le décorticage-tamisage, le riz est emballé dans des sacs de 25 kg. Le kilo est vendu entre 1 300 et 1 700 FBU en fonction de la qualité.

Benjamin Kuriyo

TRANSPORT

SOTAVEBU, SOTAVEDEBU et AMOTABU

A quoi sert l'argent quotidiennement collecté ?

Les conducteurs de vélos et de motos paient beaucoup d'argent pour être autorisés à fonctionner. Néanmoins, ils se lamentent du fait que ces associations ne font rien pour faire honorer leur métier qui fait vivre des milliers de familles et qui ne cessent de contribuer au développement du pays. Ils se demandent à quoi servent les frais qu'elles collectent chaque jour

Dans une descente effectuée lundi le 26 août 2019 par Burundi Eco dans les zones de la commune Ntakangwa, les motards et les conducteurs de vélos s'inquiètent qu'ils paient beaucoup d'argent aux associations SOTAVEBU, SOTAVEDEBU et AMOTABU. Chaque taxi vélo paie 100 FBU par jour, soit 3000 FBU par mois. Ce montant est récupéré par leurs associations SOTAVEBU et SOTAVEDEBU. De plus, chaque taxi vélo paie des frais de stationnement fixés à 2000 FBU par mois récupérés par la Mairie de Bujumbura.

Malgré ces montants, ils se lamentent que ces associations ne font que remplir leurs poches. Elles n'interviennent jamais en cas d'accident ou en cas de mauvaise santé liée aux différentes pathologies. « S'il survient un décès d'un de nos membres, c'est sa famille qui s'en charge. Si sa famille ne vient pas, nous cotisons pour faire son enterrement », indiquent les taxis vélos. Ils précisent qu'on s'était convenu que 20% des 100 FBU collectés chaque jour seront réservés aux activités de



Les motards et les conducteurs de vélos se demandent à quoi sert l'argent que les associations SOTAVEBU, SOTAVEDEBU et AMOTABU collectent chaque jour

développement des membres de la SOTAVEBU et de la SOTAVEDEBU. Néanmoins, ces associations ne cessent de tout dilapider.

Un métier à ne pas négliger

Cette situation s'observe au moment où le transport par taxi vélo est une activité qui fait vivre ou plutôt « survivre » beaucoup de ménages. En cas de pénurie de carburant, le vélo est largement utilisé comme moyen de transport de substitution. Le taxi-vélo est une activité importante qui est empruntée par beaucoup de citoyens. Il rend d'énormes services aux populations

au moment où certains taxi voitures et mini bus ne sont pas en service à cause du manque de carburant. Actuellement, le taxi vélo continue à occuper une place de choix, surtout lorsque le carburant se raréfie. Le vélo ne nécessite pas le carburant pour être utilisé. Les usagers et surtout les fonctionnaires font recours à ce moyen de transport pour être ponctuels à leurs activités quotidiennes. Outre que c'est un moyen de déplacement moins cher pour la population des quartiers périphériques de Bujumbura, sa particularité est qu'il accède à des endroits inaccessibles pour les voitures, les bus et même les motos.

Les motards subissent le même sort

Ils paient 700 FBU par jour à l'AMOTABU. Et pour que le motard soit autorisé à fonctionner, ce n'est pas à la portée de toutes les bourses. Chaque motard doit avoir sa carte de service délivrée par l'AMOTABU qui coûte 10 000 FBU. De surcroît, pour qu'un motard commence à travailler, il paie à l'AMOTABU un montant qui varie entre 50 000 FBU et 100 000 FBU. Et d'ajouter un montant de 25 000 FBU destiné au gilet. Ces motards font savoir que l'AMOTABU ne fait rien pour la valorisation du métier de motard malgré leur contribution

incontournable au développement du pays.

Les motards et les taxis vélos se lamentent du fait que les percepteurs de ces cotisations forcées ne cessent de les malmener. On les accuse de ne pas avoir payé soit les frais de stationnement, soit les frais des associations. Ils ajoutent qu'ils sont quelque fois molestés. Ils demandent à ces associations de leur venir en aide en cas d'accidents ou de maladies. Ils exigent en outre que ces associations cessent de les malmener car, sans eux, elles pourraient se volatiliser dans la nature.

Emmanuel Nimbona, représentant légal de SOTAVEBU réfute ces accusations. Il indique que l'association qu'il représente intervient chaque fois qu'un accident ou un décès d'un de ses membres survient. Selon lui, 30% des montants collectés sont destinés au développement de ses membres. Et de préciser que les membres de la SOTAVEBU sont estimés à 18 000 au niveau national.

Arthémon Ndayegamiye, actuel représentant légal de l'AMOTABU fait remarquer que des actions d'entraide mutuelle devraient avoir lieu. Néanmoins, celui qui représentait cette association à l'époque faisait sourde oreille. De plus, il exigeait aux membres de l'AMOTABU le paiement de 700 FBU par jour. Néanmoins, il fait remarquer qu'il est à l'œuvre depuis le mois de juin pour inverser la tendance. Et d'ajouter que les frais de l'association sont désormais fixés à 500 FBU par jour.

Jean Marie Vianney Niyongabo

La fin du marché de la friperie n'est pas pour demain

Le commerce des vêtements de seconde-main domine le marché vestimentaire. Cela se manifeste à travers tous les centres commerciaux, les galeries et les vendeurs ambulants. C'est une activité pourvoyeuse d'emplois pour des milliers de personnes de toutes catégories confondues. Toutefois, les pays de la Communauté Est-Africaine envisagent leur retrait progressif de ce type de commerce, un engagement qui va mettre en péril certains opérateurs économiques



Le Burundi sera-t-il prêt à en finir avec l'importation des friperies d'ici 2019

Vers 6h du matin, les grossistes se précipitent dans les dépôts de ballots de fripes pour les revendre aux détaillants. Ils trouvent ceux-ci déjà agglutinés devant les portes pour se disputer les habits de meilleure qualité. Ils sont classés en trois lots. Ceux de première, de deuxième et de troisième qualité. Les prix d'achat en sont aussi conséquents. Ainsi, chacun connaît en quel type de fripes il veut s'approvisionner. A partir de ce moment, tous les canaux de circulation publique connaissent une nuée de vendeurs ambulants, chacun selon le type d'habit qu'il a choisi. Les détaillants qui disposent de stands dans différentes maisons commerciales ou galeries de la mairie de Bujumbura rangent leurs articles. L'activité prend de l'ampleur dans les heures de midi et le soir quand les gens sortent de leurs bureaux ou s'apprêtent à rentrer. Une grande partie se précipite à acheter ces habits de seconde-main parce qu'ils sont moins chers, surtout en cette période où on se prépare à la rentrée scolaire.

La situation se présente ainsi alors qu'en 2015, les chefs d'Etat de la Communauté Est Africaine (CEA) ont adopté un processus graduel sur trois ans, afin d'éliminer les importations de vêtements et de chaussures d'occasion. Le but est de promouvoir les industries textiles, vestimentaires et du cuir de la région. Les pays de la CEA ambitionnent mettre sur pied des industries textiles plus productives pour servir les marchés locaux et internationaux, d'ici 2019. Néanmoins, la période assignée va bientôt prendre fin sans que le processus ait atteint son paroxysme.

Des mesures de découragement en application

Des stratégies allant dans le sens de promouvoir l'industrie textile locales ont été adoptées par l'Ouganda, le Rwanda et la

Tanzanie. Ce sont notamment la surtaxation des vêtements et des chaussures d'occasion pour limiter les importations de ces produits. La taxe appliquée par le Rwanda a augmenté de 10 fois. Depuis 2016, la taxe sur un kilo de vêtements usagés est passée de 0,2 à 2,5 USD, tandis que les taxes sur les chaussures usagées sont passées de 0,2 à 3 USD le kilo. De plus, ces pays ont initié des programmes d'investissement dans le secteur des textiles.

La Tanzanie a mis en place un plan d'industrialisation qui prévoit la formation des jeunes au métier de couturier et la création d'industries textiles. De plus, en collaboration avec ses partenaires économiques, elle a investi dans l'industrie textile en lançant ses propres industries textiles. L'Ouganda, quant à lui, veut développer à tout prix son industrie textile pour valoriser sa production cotonnière estimée à

200 000 tonnes par an. L'Ouganda ne transforme localement que 5% de sa production. Cela est dû aux importations de vêtements usagés ou encore à la concurrence des tissus importés de l'Extrême-Orient.

La non importation des fripes au Burundi n'est pas pour demain

Le Burundi sera-t-il prêt à en finir avec l'importation des friperies d'ici 2019. Les autorités restent prudentes pour répondre à cette question. Jean Pierre Bacanamwo Directeur Général des Infrastructures et des Affaires Economiques au ministère en charge des Affaires de la Communauté Est Africaine est optimiste. « En collaboration avec les pays membres de la CEA, les matières premières utilisées dans la fabrication des habits ont été identifiées. Elles existent au niveau de la sous-région. L'étape suivante consistera à exonérer ces produits des droits de taxes et de douanes. Et l'Afritextile pourra commencer la fabrication des vêtements autre que les pagnes », déclare-t-il. Il a souligné que des efforts sont en train d'être menés pour réduire l'importation des vêtements d'occasion. Pour lui, si le Burundi ne respecte pas cette échéance, la période pourra être prolongée.

Mesure décriée par les commerçants

Karim (pseudonyme) est vendeur des fripes au marché de Ruvumera dans la zone de Buyenzi. Il explique que pour un pays pauvre comme le Burundi, interdire l'importation des fripes serait inapproprié. « Nous n'avons même pas d'industries textiles qui compenseraient cette

interdiction. Les habits usagés que nous importons souvent sont à des prix fortement concurrentiels comparativement aux habits flambants neufs importés de l'Occident ou de l'Asie ». Ce point de vue est partagé par Mariam, Une vendeuse de draps et essuie-mains. Selon elle, promouvoir l'industrie locale est certes à encourager mais, ajoute-il, de telles mesures qui affectent la vie des gens devraient être scrupuleuses à la loupe.

Le Burundi ne dispose que de l'Afritextile « ex-COTEBU » comme industrie textile. Celle-ci fabrique des pagnes et la grande partie des matières premières utilisées est importée. Et la pénurie de devises ne facilite pas la tâche aux importateurs des produits utilisés dans l'industrie textile. La quasi-totalité du coton produit localement est absorbée par cette industrie. D'ailleurs la production cotonnière ne cesse de chuter. Le pays a vu sa production d'or blanc passer de 9 000 tonnes à 2 300 tonnes dans l'intervalle d'une vingtaine d'années (1993-2014). Et elle continue à chuter au lieu d'augmenter.

Au Burundi, le volume des articles de la friperie est en nette progression. Les données fournies par l'Institut des Statistiques et Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) montrent que le pays a importé plus de 6 010,9 tonnes de friperies pour 6,7 milliards de FBu en 2017. L'année suivante, 11 366,4 tonnes d'articles de friperies ont été importés pour une valeur de 14,7 milliards de FBu.

Bonith Bigirindavyi

COOPERATION

Coopération Japon-Afrique

Le Japon veut rattraper son retard sur le continent

La septième Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique s'est déroulée dans la ville côtière de Yokohama du 28 au 30 août 2019. L'archipel nippon ne veut pas rester à la traîne. Il mise sur ses entreprises de plus en plus fortes pour accroître sa présence sur le continent

La Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique a été animée sous le thème: «Faire avancer le développement en Afrique par les personnes, les technologies et l'innovation». Tokyo espère faire avancer le développement de l'Afrique en s'appuyant beaucoup plus sur l'assistance technique que sur l'aide au développement. «Il s'agit de contribuer au développement de la capacité technique de sorte que le pays bénéficiaire puisse se développer de façon autonome», a déclaré Shinichi Kitaoka, président de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Le Pays du Soleil Levant compte bien rattraper son retard sur le continent africain devenu le théâtre du jeu d'influence des grandes puissances mondiales. Le continent affiche une croissance moyenne de 4,3 % par an entre 2000 et 2017. Le marché africain présente également d'énormes potentialités. Sa population devrait atteindre 2,5 milliards d'habitants



L'Afrique doit passer du statut de bénéficiaire d'aide au développement à celui de partenaire commercial.

d'ici 2050, contre 1,3 milliard en 2019. Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, a réaffirmé l'intention de son pays de redynamiser ses investissements en Afrique. Pour lui, l'Afrique doit passer du statut de bénéficiaire d'aide au développement à celui de partenaire commercial.

Près de 800 entreprises nippones œuvrent en Afrique

En 2018, le Japon a exporté pour 8,1 milliards USD (essentiellement des voitures et des produits électroniques) vers l'Afrique et a importé des produits (le charbon, le gaz, le fer...) d'une valeur de 8,9 milliards USD. En 2017, les investissements directs du Japon

en Afrique n'ont pas dépassé 7,8 milliards USD. Ceux de la Chine ont atteint 43 milliards de dollars. Les exportations japonaises vers l'Afrique restent faibles depuis 2001 alors que celles de la Chine ont été multipliées par 18.

Pour de nombreux observateurs, le Japon bénéficie d'une réelle confiance en Afrique, notamment pour le respect de ses engagements. L'initiative pour l'éducation au profit des entreprises africaines lancée lors de la Ticad 6 tenue à Nairobi en 2016 est très appréciée. Le programme a permis de former 1 219 jeunes Africains soit dans des facultés au Japon, soit au travers des stages de perfectionnement dans des entreprises nippones, expliquent nos confrères du journal le Monde.

796 sociétés nippones, dont le géant des transports Yamaha, sont présentes en Afrique contre 520 en 2010. En 2017, le groupe de produits chimiques Kansai Paint a acheté trois sociétés est-africaines. Et la société de conseil Double Feather Partners, créée fin 2018 concentre ses activités en Afrique.

Que bénéficie le Burundi de la coopération japonaise ?

Les investissements déployés par le Japon sur le continent africain visent l'amélioration des services publics : accès à l'électricité, développement d'une couverture santé universelle, aménagement des transports urbains... Le Japon a déjà réalisé pas mal de projets de

développement au Burundi. Ce sont notamment la réhabilitation des routes, la construction des écoles, etc. Le boulevard du Japon de 4,4 km qui relie les grandes artères de la ville de Bujumbura au port de Bujumbura concrétise les relations entre le Japon et le gouvernement du Burundi. Cette infrastructure socio-économique a été construite sur un don de 2,7 milliards de Yens, soit plus de 33 millions USD offert par le Japon.

Sur le plan économique, le parc automobile du Burundi est dominé par des véhicules fabriqués au Japon. Le grand projet en vue est l'extension et la réhabilitation du port de Bujumbura à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, un accord de coopération a été signé pour un montant global de 26 millions USD.

L'archipel nippon a accueilli du 28 au 30 août la 7ème édition de la Ticad (Tokyo International Conference on African Development). Une activité qui a été organisée conjointement avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque Mondiale et l'Union Africaine. Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, le Sénégalais Macky Sall, mais aussi des personnalités du monde des affaires et de la société civile étaient conviés à cette table ronde.

Benjamin Kuriyo

10 millions USD pour la rénovation de la Bragita

La Brarudi en partenariat avec le gouvernement du Burundi a inauguré la nouvelle infrastructure de la Brarudi à Gitega mercredi le 21 août 2019. Cette société est passée d'une capacité de production de 200 000 hl à 400 000 hl par an. En plus de Nyongera et de Nyongera Super produits, elle va produire les boissons maltées Viva Malt et Maltina. Le gouvernement du Burundi s'en réjouit



Hubert Eze, l'ADG de la Brarudi: « L'usine de la Bragita a été dotée de nouveaux équipements qui lui permettent de brasser aujourd'hui plus de 400 000 hl de boissons à base de sorgho. Ce qui lui permet d'offrir à ses consommateurs un choix plus large et varié »

La Bragita va bientôt produire les boissons maltées Viva malt et Maltina

Dans les prochains mois, Eze fait remarquer que la Bragita commencera également à produire les boissons maltées non alcoolisées : Viva malt et Maltina. La Bragita sera exclusivement dédiée à la production et à la distribution des marques à base de matières premières 100% locales dont les volumes ne cessent de croître. La Brarudi continuera à s'engager en faveur du développement économique et communautaire au Burundi. Et ce notamment à travers différents projets. Le développement de la filière sorgho et l'amélioration de son rendement

faisaient partie des priorités de la Brarudi en la matière.

3,1 milliards d'Euros investis en Afrique au cours de ces 10 dernières années

Selon le représentant du groupe Heineken, le groupe Heineken est présent en Afrique depuis plus de 100 ans et n'a jamais cessé de soutenir l'économie du continent. « Nous sommes actuellement présents dans 21 pays africains avec 49 sites de production », fait-il savoir. Au cours des 10 dernières années, plus de 3,1 milliards d'Euros ont été investis en Afrique. Et d'ajouter que Heineken a l'intention de continuer et d'aller de l'avant. Il fait savoir que ces investissements

permettent aujourd'hui d'employer directement 13 000 personnes à travers le continent. A cela il faut bien entendu ajouter tous les emplois indirects chez les clients, les fournisseurs et les agriculteurs afin de comprendre l'impact du groupe Heineken à travers le continent.

communautés locales où il opère. Il va de soi que l'approvisionnement local en matières premières, notamment agricoles, permettra également à la Brarudi de réduire sa dépendance à l'égard des importations. C'est dans cette optique que le groupe Heineken



Dr Joseph Butore, Deuxième Vice-Président de la République du Burundi: « Le gouvernement du Burundi salue l'initiative du Groupe Heineken de penser à augmenter la capacité de production de la Bragita »

40% des matières premières agricoles utilisées en Afrique sont originaires de ce continent

Aujourd'hui, le représentant du groupe Heineken informe que 40% des matières premières agricoles utilisées dans les brasseries en Afrique sont originaires du continent. Leur ambition est d'atteindre 60% d'ici 2020. Cet objectif lui permettra d'établir des relations saines, durables et profitables avec l'ensemble des

a décidé d'investir plus de 10 millions USD dans la rénovation de la Bragita. En effet, cet outil industriel permettra à cette société d'augmenter de manière considérable sa capacité de brasser le sorgho local.

Dr Joseph Butore, Deuxième Vice-Président de la République du Burundi salue l'initiative du Groupe Heineken de penser à augmenter la capacité de production de la Bragita.

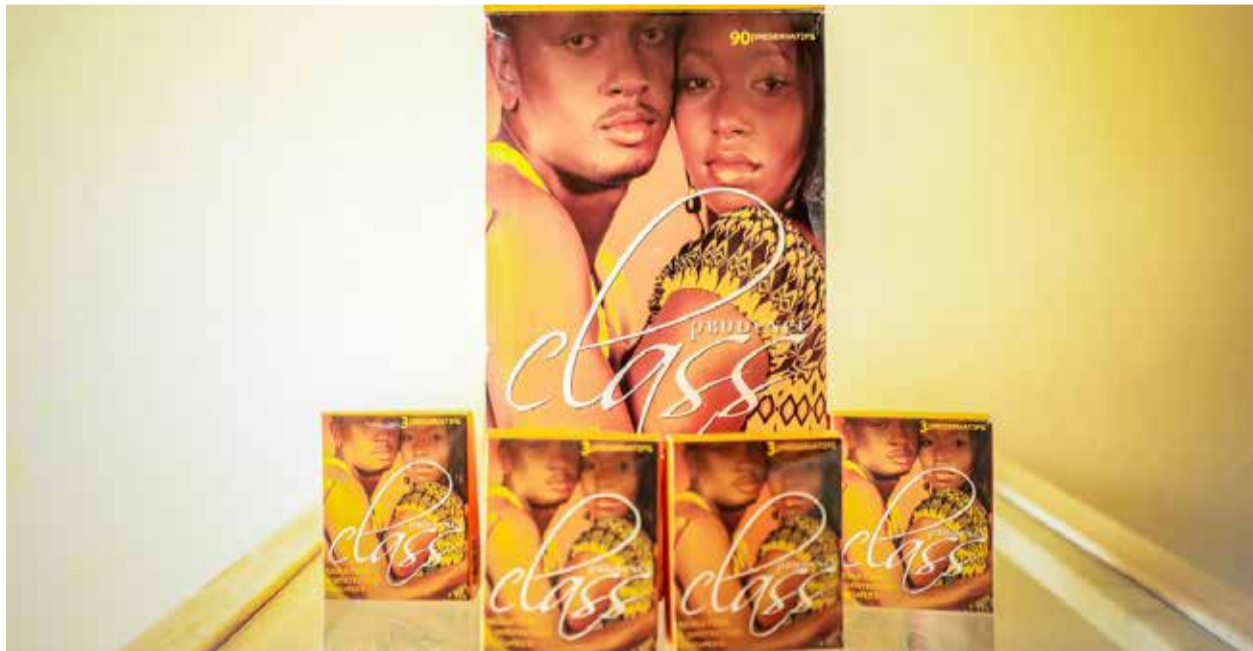
Jean Marie Vianney Niyongabo

SANTE

Prudence Class

La rupture de stock n'est pas synonyme d'une pénurie de préservatifs

Depuis quelque temps, une soi-disante pénurie de préservatifs a fait verser beaucoup d'encre et de salive. Certains médias se sont emparés de cette question et ont alarmé l'opinion sur les conséquences d'une telle pénurie. Mais qu'en est-il réellement ? Burundi Eco a mené une petite enquête



D'après l'EDSB 2016-2017, 3% des femmes et 6% des hommes avaient déclaré avoir eu des rapports sexuels dans les 12 précédents mois avec un partenaire non régulier. Parmi eux, seuls 29% des femmes et 52% des hommes ont déclaré avoir utilisé un condom au cours des derniers rapports sexuels

Prudence Class victime de sa popularité ?

Une source qui a requis l'anonymat au sein de la maison qui distribue cette marque nous a indiqué qu'il s'agit en fait d'une rupture de stock. La maison en question avait distribué 5 millions de Prudence Class en 2018. Ils se sont basés sur les données de l'année passée pour faire les prévisions de 2019 et, partant, les commandes pour cette année. Or, il se pourrait que la demande de cette marque a

fortement augmenté ces derniers temps, peut-être grâce à une vaste campagne de communication qui a accompagné le lancement de cette marque. Pour autant, la maison en question a une petite part du marché. Notre source a souligné par ailleurs qu'une livraison de 5 millions de Prudence Class est attendue au mois de septembre. Une autre commande a été lancée et devrait être livrée avant la fin de l'année. Les amateurs des passions de l'amour ne devraient plus s'inquiéter. Au demeurant, il s'agit

d'un problème d'accessibilité qui sera vite réglé et non de celui de disponibilité, a précisé notre source.

Venus, la déesse de l'amour veille sur ses adeptes

Notre source a réaffirmé qu'il n'y a vraiment pas de pénurie de préservatifs, car d'autres marques sont bel et bien disponibles. En outre, elle a précisé qu'il y aurait entre 20 et 25 millions de préservatifs d'autres marques en stock. En plus,

il s'agit des préservatifs qui sont distribués gratuitement par des organisations telles que la Croix-Rouge, le PNSR, PNLS/IST et d'autres encore. Au mois d'août, 2. 568. 748 préservatifs ont été distribués dans différentes provinces du pays par la Croix-Rouge aux organisations communautaires à la base, a indiqué une source au sein du PNLS/IST jointe au téléphone.

Le préservatif, bouclier contre plusieurs maux

Le préservatif protège contre les maladies sexuellement transmissibles. Il permet également de se prémunir contre les grossesses non désirées sans oublier que c'est un bon outil de planning familial. Cela est d'autant plus important que les Burundais ne rechignent pas les douceurs de l'amour. L'âge médian aux premiers rapports sexuels des femmes de 25-49 ans était de 19,6 ans et de 22,9 ans pour les hommes de la même tranche d'âge, nous apprend la Troisième Enquête Démographique et de Santé 2016-2017 (EDSB 2016-2017). Bien plus, 3% des femmes et 6% des hommes ont déclaré avoir eu des rapports sexuels dans les 12 précédents mois avec un partenaire non régulier. Parmi eux, seuls 29% des femmes et 52% des hommes ont déclaré avoir utilisé un condom au cours des derniers rapports sexuels avec un partenaire non régulier, d'après toujours cette enquête.

Parfait Nzeyimana



COOPERATION >



Nous aidons les agriculteurs et les petites Entreprises à se développer

Le Burundi est un pays enclavé avec une superficie de 27 834 km². Il fait partie des cinq pays les plus pauvres de la planète. La pauvreté est principalement rurale et touche essentiellement les petits agriculteurs.

Pour améliorer ce tableau non lumineux, s'appuyant sur le Plan National d'investissement agricole (PNIA), ICCO Coopération Burundi, une organisation non gouvernementale internationale, appuyée par l'Ambassade des Pays-Bas au Burundi a mis en place depuis 2014 pour 4 ans, le programme Microfinance, Agrifinance et Chaîne de valeurs (MAVC) visant la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus des populations.

Il y a trois ans, ce champ dans lequel je cultivais le riz, me rapportait 1 tonne par saison culturale. Pour atteindre cette quantité, il me fallait abattre un travail de longue haleine exigeant des moyens financiers colossaux en vue de l'acquisition des semences, des fertilisants et pour payer la main d'oeuvre. Depuis, deux ans, la production s'est accrue en passant, pour la même superficie de 1 ha, de 1 tonne à 4 tonnes. Cela a été possible grâce aux nouvelles connaissances en pratiques agricoles modernes qui ont contribué à alléger la charge de mon travail dans le champ, mais surtout à diminuer sensiblement les dépenses relatives à l'achat des fertilisants et au paiement de la main d'oeuvre. J'avoue qu'il n'est pas loin le temps où je gardais mon sordide revenu à la maison ou dans un noeud noué sur un pagne que je portais au quotidien. En conséquence, au moindre besoin, je le dépensais sans trop réfléchir n'ayant ni perspectives claires, ni projets à part des rêves que je nourrissais sans espoir de les réaliser un jour. Les connaissances acquises pendant les formations données par les agents des micro finances m'ont poussé à ouvrir un compte courant sur lequel je fais des dépôts et des retraits planifiés. J'ai aussi bénéficié, trois fois consécutives, de crédits qui m'ont permis entre autres, de payer les frais académiques de mes trois enfants inscrits à l'université, de construire des maisons que je fait louer et de pourvoir aux autres besoins quotidiens que je n'aurais jamais imaginé assouvir. J'avoue que depuis bientôt deux ans, je me sens vraiment comblée."



Mme Bukundiye Adélaïde,
Membre de l'association Abanyamwete



Je suis le seul jeune garçon membre de l'association Abanyamwete, normalement constituée par des femmes. Tous les membres de cette association, y compris moi même, avons bénéficié et profité des formations organisées en techniques agricoles modernes et en éducation financière. Grâce aux connaissances acquises, j'ai pu ouvrir un compte courant à la CECM.

Je vous assure que cela m'a beaucoup aidé à toujours planifier mes dépenses et quelques mois après, j'ai pu bénéficier d'un crédit de 2 millions de francs burundais. Pour moi, les retombées ont été extraordinaires. En plus de l'augmentation de ma productivité agricole, j'ai pu acheter une vache qui me donne actuellement 9 litres de lait par jour.

Une partie de ce lait est consommé à la maison par les membres de ma famille et le reste est vendu chez mes voisins. J'avoue que depuis bientôt deux ans, je me sens vraiment comblé."

Egide Nsavyimana,
Jeune producteur de riz

Grâce aux techniques et connaissances acquises, nous sommes convaincus que nous irons de l'avant et que nous serons capables d'avoir un vaste marché. Avant, nous transformions la farine de manioc à un niveau peu satisfaisant. Maintenant, nous avons acquis de nouvelles connaissances dans la gestion des projets, la gestion des finances et dans les techniques de transformation des produits agricoles.



Nous avons appris à transformer les feuilles de manioc, à faire la pâte de manioc et faire des beignets en mélangeant la farine de manioc et la farine de blé. Avant, nous transformions autour de 386 kilos de manioc pour avoir 50 kilos de farine de manioc maintenant nous sommes capables de produire 2 tonnes de farine de manioc par semaine ou par mois durant la période de pluie.

Actuellement nos produits dérivés du manioc sont certifiés par la CNTA et le BBN.

James Ndayisaba,
Directeur de la Coopérative Unumuri de transformation de manioc

C'est grâce aux formations en techniques agricoles MAVC et post récoltes que nous avons pu augmenter la qualité et la quantité de notre production agricole. Ce n'est pas tout ! Cela a été encore plus bénéfique quand ICCO Coopération nous a mis en contact avec IMENA SPRL, une unité de transformation de bananes basée à Kayanza.



Un contrat a été signé entre notre coopérative et cette grande société.

Dans les clauses du contrat, il était convenu qu'on fournisse en moyenne, chaque semaine, 4000 tonnes de régimes de bananes. Nous avons pu atteindre cette quantité requise en bénéficiant d'un crédit chaîne de valeur.

Auparavant, cette société nous payait directement de la main à la main. Dès que ICCO nous a sensibilisé, nous avons opté pour un paiement via un compte bancaire au nom de notre Coopérative Duserukire Igitoke qu'on a ouvert à cet effet.

Pascal Majambere,
Producteur de banane et Président de la Coopérative Duserukire Igitoke

IMPACT

Le programme MAVC a contribué à augmenter le revenu et asseoir une sécurité alimentaire pour plus de 190.000 exploitants agricoles et plus de 15.000 ménages

LE PROGRAMME MAVC A PERMIS DE RENFORCER :

- Le développement du secteur agricole par la modernisation des techniques agricoles, la facilitation d'accès au crédit agricole financière permettant aux petits exploitants le changement du mode de vie.
- La création et la mise sur le marché des produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales
- La capacitation en finance rurale pour au moins 13 IMFs partenaires
- L'amélioration en éducation financière et en gestion de la performance sociale (GPS)

N° 47, Boulevard Mwezi Gisabo
B.P. 5920, Bujumbura- Burundi
Contact : + 257 22 27 90 28
+ 257 22 27 90 29
www.icco-cooperation.org

Des techniques agroécologiques pour booster le rendement

Les techniques agroécologiques vulgarisées par Food for the Hungry (FH) dans les provinces de Kayanza et de Ngozi ont amélioré le rendement agricole et les conditions économiques et sanitaires de la communauté. Il s'agit du compost à chaud, labour minimum sous couvert végétal, Push-Pull Technology, rotation et association des cultures, de l'agroforesterie et des jardins des plantes médicinales et multiplication de semences. Les bénéficiaires s'en réjouissent et promettent de pérenniser les acquis de ce projet

Le compost à chaud permet d'obtenir une fumure organique de haute qualité en utilisant la biomasse végétale se trouvant dans la nature notamment la matière verte, la matière sèche (reste de récoltes), le cendre de cuisine et les arbres ligneux. Il est installé en strates. Marc Ndayimirije, responsable du projet « Agroécologie » au sein de Food for the Hungry explique que cette technique exige beaucoup de matières à composter et de temps à y consacrer. Selon lui, le compost à chaud commence lorsque vous avez suffisamment de matériaux pour remplir les 4 couches, afin d'avoir la masse critique de chaleur nécessaire à un démarrage efficace où les micro-organismes thermophiles, amateurs d'air et de chaleur, seront rois.

compost montrant les étapes à suivre pour réussir. Ainsi, pour la fabrication (montage) du compost à chaud explique-t-il, il est réalisé sur un terrain de 2 mx2mx2m. Il faut une quantité suffisante de matières qu'on doit disposer de façon ordonnée en alternant dans le silo les couches de matériaux verts et celles de matériaux secs.

La réalisation du compost à chaud se fait en strates

Pour la première couche, on commence par remuer le sol et puis on l'arrose. On ajoute la cendre de cuisine pour faire le chaulage. Tout cela c'est pour accélérer l'activité des microorganismes. Puis on ajoute des morceaux d'arbres lignés. Selon lui, on en a besoin parce que ce fumier contient de la lignine qui va augmenter la flexibilité des cultures pour que la culture puisse résister contre le vent. Sur les morceaux d'arbres lignés on met la matière sèche, surtout les restes des récoltes qui contiennent le phosphore et le potassium. Ensuite, on ajoute la matière verte, surtout le *Tuthonia diversifolia* (Bahanisutwa, ibamba). « C'est une biomasse très riche en potasse dans laquelle il y a trop d'éléments nutritifs en azote et en potassium », informe-t-il. Après, on ajoute le fumier du bétail pour accélérer l'activité des microorganismes qui vont faire la décomposition de la matière sèche et de la matière verte. A chaque couche, on arrose pour activer la chaleur. La première couche se clôture avec la cendre de cuisine. On répète la composition de la couche



Philippe Nyabenda, fermier modèle de la colline Ngoma, commune Kabarore : « A chaque couche, on arrose pour activer la chaleur. La première couche se clôture avec la cendre de cuisine. On répète la composition de la couche jusqu'à la 3ème ou la 4ème couche »

prélèveront au passage l'oxygène nécessaire à leur fonctionnement et l'ensemble restera bien chaud. Et vous retournez le compost à chaud après une semaine en faisant l'arrosage pendant 8 semaines (2mois), pour que la décomposition soit homogène. A la huitième semaine, on est sûr que la fumure est prête à être utilisée dans les

engagés à pérenniser l'utilisation du compost à chaud une fois le projet arriverait à terme.

Rendement apprécié

Adélaïde Ntegamaherezo est en même temps monitrice agricole et fermier modèle au sein des groupes encadrés par FH. Son compost à chaud est à sa dernière étape de retournement. Il est prêt à être utilisé. D'un volume de 8 m³, elle a indiqué que cette quantité est destinée pour fertiliser 25 ares. Selon elle, dans chaque poquet, on met un poignet de fumier. Quand on fait le labour minimum avec le fumier du compost à chaud, précise-t-elle, le calibre des grains de haricots est supérieur à celui des grains obtenus après la fertilisation d'un champ par l'engrais chimique. « En appliquant le fumier du compost à chaud, la terre devient plus fertile tandis que l'engrais chimique laisse une certaine quantité d'acide dans le sol. Ce qui réduit au fur et à mesure sa fertilité », déplore Ntegamaherezo. Après la récolte, on couvre le sol des restes de la récolte pour le protéger contre un fort ensoleillement et, par conséquent, conserver son humidité et les matières minérales. Actuellement, ses terres ont changé de texture.

Elle témoigne que le compost à chaud ne nécessite pas un grand capital. La communauté est sensibilisée sur la valeur ajoutée de cette technique. « Nous sommes un groupe de 11 fermiers. Les membres de notre groupe ont déjà formé d'autres groupes pour le même programme. Les autres membres de la communauté se réfèrent à nous », a-t-elle souligné.

Le labour minimum sous couvert végétatif

Une autre technique initiée par FH c'est le labour minimum sous couvert végétal. M.Ndayimirije informe que pour cette technique, on fait le défrichage du sol, puis on creuse des poquets, on ajoute le compost déjà produit et enfin on fait le paillage du champ. Dans ces circonstances, poursuit-il, on est sûr qu'au moment des précipitations, le sol va garder l'humidité et la culture va être dans un bon état de végétation. Le sol va garder

l'humidité et les microorganismes. Ces microorganismes vont se multiplier davantage et le rendement va augmenter. « Avant la vulgarisation des techniques agroécologiques, le rendement du haricot était inférieur à 2,5 tonnes par ha. Après deux ans et demi le rendement tourne entre 2,5 et 3,5 tonnes par ha pour le haricot. Pour le maïs, le rendement était inférieur à 2 tonnes par hectare. Actuellement, il tourne autour de 2,8 et 4 tonnes par ha », a-t-il rassuré. Pour disséminer les techniques agroécologiques, Food for the Hungry a choisi de passer par les fermiers modèles choisis par les membres de la communauté locale. Chaque fermier modèle a des apprenants estimés entre 12 et 15. Ils installent un champ de démonstration au départ, pour ensuite faire de même dans leurs ménages respectifs.

Les succès de cette technique

Avec la nouvelle technique de labour minimum, la main d'œuvre est simplifiée. Mme Ntegamaherezo indique qu'après la récolte du haricot ou du maïs, les restes de récolte restent dans les champs pour servir de couverture contre un haut ensoleillement et protéger les microorganismes. Dans ce cas, la terre reste douce et sa fertilité est conservée. Il suffit de gratter la partie superficielle de la terre arable pour introduire de nouvelles cultures. Mme Ntegamaherezo salue la contribution de FH pour cette nouvelle technique qui lui a permis de majorer le rendement de ses champs. « Ici, j'ai 20 ares. Avant la sensibilisation sur l'utilisation du compost à chaud et le labour minimum par le FH, je semais 20 kg de haricots et je ne dépassais pas 350 kg de récolte » se réjouit-elle. Et cela après avoir engagé la main d'œuvre pour le défrichage, le labour et acheté l'engrais chimique. Avec la nouvelle technique, on ne fait pas le labour profond mais plutôt, une simple retouche superficielle de la terre. Ce qui prend un temps relativement court avec moins de main d'œuvre. Une seule personne suffit pour assurer la main d'œuvre et le travail est achevé en une journée. Pour le semis, elle utilise le compost à chaud



Marc Ndayimirije, responsable du projet « Agroécologie » au sein de Food for the Hungry : « le compost à chaud commence lorsque vous avez suffisamment de matériaux pour remplir les 4 couches »

Comment faire du compost à chaud ?

Les agriculteurs encadrés par Food for the Hungry ont déjà maîtrisé cette technique et apprécient la valeur ajoutée de ce type de compost. Philippe Nyabenda, fermier modèle de la colline Ngoma, commune Kabarore de la province Kayanza en compagnie de ses pairs apprenants a réalisé sur place un

jusqu'à la 3ème ou la 4ème couche. Le compost à chaud mesure 2 m x2mx2m, c'est-à-dire 8 m³.

Une fois votre tas régulièrement monté en strates, poursuit Nyabenda, vous patienterez une semaine avant de le démolir pour le transférer dans le second silo mitoyen en mélangeant tout. Cette opération fera pénétrer l'air jusqu'au cœur du tas, les micro-organismes composteurs

champs.

Avantages

Le rendement agricole a augmenté. « Sur 750 g de haricots semés en utilisant le fumier du compost à chaud, il a produit 18 kg. Sans ce type de fumier, il récoltait à peine 3 kg », rassure M.Nyabenda. Actuellement, il a déjà utilisé ce fumier pendant 3 ans. Il affirme que les fermiers sont

sans l'accompagner de l'engrais chimique. Sur la même superficie et avec la même quantité de semences, elle a récolté 680 kg. Pour l'ancien système, le défrichage lui exigeait 10 personnes comme main d'œuvre et le labour 20 personnes à raison de 1500 FBu par personne.

Des champs protégés via Push-pull technology

Push-Pull technology ou (repousser-attirer) est un système

explique Marc Ndayimirije, responsable du projet « Agroécologie » au sein de Food for the Hungry, le projet a donné des plantes médicinales pour permettre aux bénéficiaires au niveau de la communauté de traiter certaines maladies comme la grippe, les maladies cutanées, les maladies fongiques, la brûlure, etc. Le FH a aussi appuyé ses bénéficiaires en distribuant des plantes qui traitent d'autres cultures sans utiliser les pesticides chimiques.

plantes médicinales. Il affirme qu'elles sont efficaces parce qu'il ne tourne plus le regard vers l'administration pour la distribution des pesticides. Les produits constituant la solution de pulvérisation étant à sa disposition, il s'en sert autant que le besoin se fait sentir. Il ne craint pas pour son stock. Selon lui, non seulement ces plantes lui permettent d'assainir ses cultures mais aussi sa santé est préservée.

Une réponse aux soucis de FH

Food for the Hungry a initié les plantes médicinales pour qu'elles servent d'alternative aux pesticides chimiques. Marc Ndayimirije explique qu'en plus de leur cherté et de leur contribution à la pollution, ils ont des conséquences néfastes sur la santé humaine. « Si nous utilisons les plantes locales, elles aident que ce soit au niveau de la santé humaine ou au niveau de l'environnement. Ces produits ne tuent pas les insectes ravageurs, mais ils les chassent. Les insectes sont nécessaires pour l'environnement », souligne-t-il. Il ajoute que le Neem peut être utilisé comme insecticide mais aussi antipaludéen. Il chasse aussi les mouches. Si le neem est planté autour d'une étable, il n'y aura pas de mouches qui viendront déranger les vaches.

En matière agricole, Ndayimirije informe que ces plantes sont utilisées dans la fabrication de l'engrais liquide azoté. On utilise le Tuthonia associé à d'autres plantes contenant la biomasse verte très riche en azote. On l'associe avec la cendre de cuisine et on le mélange avec de l'eau à une dose bien calculée. Après une semaine, poursuit-il, on secoue et on extrait la solution. La dilution se fait une proportion de 1/1. Par la suite, vous prenez la solution, vous fertilisez le champ où la carence d'azote a été constatée.

Des techniques indélébiles des fermiers

« Nous enseignons les pratiques agroécologiques à l'école. Les élèves transfèrent ces pratiques/

bénéficiaires des services, des descentes d'échange d'expériences au niveau local sont organisées. Cela vaut pour ceux qui ont appris les techniques agroécologiques, mais qui se sont regroupés en cascade pour la bonne pratique sur le terrain. Les champs sont installés le long de la route et les voisins viennent s'enquérir de ces techniques agroécologiques pour augmenter le rendement de leurs champs. Ainsi, même si le projet FH arrive à terme, Ndayimirije rassure que la population va s'approprier les techniques agroécologiques puisque la communauté a vu leur impact sur le rendement agricole. « Avant le début du projet, la majeure partie de la communauté mangeait une fois par jour. Actuellement, ils mangent deux fois par jour. Le projet a eu un impact positif au niveau de la communauté ».

Les priorités si les bailleurs renouvelaient la confiance

Les projets de FH vont se clôturer fin 2019. Néanmoins, si le projet est reconduit, M.Ndayimirije a indiqué que le FH va étendre ses actions dans les autres collines, travailler avec beaucoup d'églises qui se trouvent dans cette localité, introduire ces techniques dans les zones où FH n'intervient pas. Il prévoit établir des partenariats avec les autres organisations qui visent l'intensification agricole pour étendre ces techniques sur une grande étendue du territoire national.

FH opère dans 7 communes réparties dans 4 provinces. Il s'agit de Kabarore, Butaganzwa et Kayanza dans la province de Kayanza, de



Adélaïde Ntegamaherezo est en même temps monitrice agricole et fermier modèle : « En appliquant le fumier du compost à chaud, la terre devient plus fertile tandis que l'engrais chimique laisse une certaine quantité d'acide dans le sol

de stimulo-dissuasion qui consiste à repousser l'insecte ravageur de la culture par le biais de plantes répulsives (« push ») et à l'attirer en bordure de la parcelle cultivée par le biais de plantes pièges (« pull »). Il y a le banna grass qui travaille comme plante de barrière. Il attire les insectes et le desmodium qui se trouve au niveau du champ repousse ces insectes ; d'où le vocable Push-Pull Technology, explique Ndayimirije. Mme Ntegamaherezo utilise cette technique de chasse des insectes ravageurs. Son champ est entouré de Banna grass en développement. A l'intérieur dominant les plantes de desmodium qui couvrent tout le champ. Selon elle, lors de l'installation du champ, on utilise 75 cm pour le Banna grass, 75 cm pour un sentier placé entre la ligne de desmodium et Banna grass par où le producteur va passer pour contrôler son champ. Pour le maïs, on fait un écartement de 80 x 50 cm. Entre les lignes, on fait un sillon de desmodium. Il faut installer le Banna grass et le desmodium entre 3 à 4 semaines avant l'installation du maïs. Le maïs va pousser trouvant le desmodium et le Banna grass en état de végétation où le desmodium va sécréter la substance organique volatile qui va repousser les insectes, a-t-elle souligné.

Elle informe que la récolte a été bonne comparativement à un champ parallèle qui n'a pas connu de desmodium suite aux insectes qui l'ont attaqué. Mme Ntegamaherezo a laissé se développer ces desmodium pour produire de semences à distribuer aux membres de son groupe et à ses voisins pour vulgarisation. C'est le FH qui lui a fourni des semences sélectionnées. Cela dans le but d'adopter la technique de gestion agroécologique des ravageurs.

Promotion des plantes médicinales pour la santé humaine et végétale

Dans les pratiques agroécologiques,

Saidi Amani Ndacabirondera est l'un des bénéficiaires du projet habitant sur la colline Kabasazi, en commune Mwumba de la province Ngozi, il dispose d'un champ de plantes médicinales dans sa parcelle. Il nous parle de chaque plante et de son utilisation. Selon lui, la capuscine (centalla asiatica) est utilisée comme antibiotique pour faciliter la cicatrisation rapide d'une plaie, brûlure ou blessure. « Umugombe » a, quant à lui, le rôle est d'empêcher la migration du venin au niveau du corps chez une personne mordue par un serpent.

Procédure de pulvérisation écologique

Les végétaux qui traitent d'autres cultures sans utiliser les pesticides chimiques dont dispose Ndacabirondera sont entre autres le neem, le Tutonia et le Piment. Ainsi, si vous voulez fabriquer une solution pour chasser les insectes, en utilisant le piment, le Tuthonia diversifolia et le neem, explique-t-il, vous prenez trois cuillères de piment en poudre, vous les mettez dans 9 litres d'eau et vous attendez 12 heures. Ensuite, vous prenez 1 kg de neem mélangé avec du Tuthonia (50% chacun), puis vous le chauffez jusqu'à l'ébullition. Puis vous refroidissez la solution. Vous extrayez la solution. Vous prenez 9 litres de piment solution, vous filtrez et vous les diluez avec 18 litres d'eau. C'est 9 litres contre 18 litres. Puis vous prenez les 10 litres qu'on a chauffé (Neem mélangé avec Tutonia), vous les mélangez avec 9 litres de piment solution et 18 litres d'eau savonneuse pour diminuer la concentration. En tout, on a 37 litres. Vous prenez cette solution et vous la mettez dans la pompe pulvérisateur. Il souligne que la pulvérisation se fait surtout le soir puisque, explique-t-il, les insectes ravageurs attaquent les cultures pendant la nuit.

Amani Ndacabirondera se dit satisfait de l'introduction de ces



La capuscine (centalla asiatica) est utilisée comme antibiotique pour faciliter la cicatrisation rapide d'une plaie, brûlure ou blessure.

Impact économique

Les fermiers ne peuvent pas s'acheter les pulvérisateurs suite à leur cherté par rapport au revenu de la majorité des producteurs. Ainsi, Ndacabirondera informe que les plantes médicinales sont une manne à profiter. En plus de leur efficacité sur les cultures, elles sont aussi utiles pour l'homme. Elles guérissent certaines maladies qui demanderaient de passer par les structures de soins avec les fonds qui y sont associés, rassure-t-il.

techniques à leurs parents qui les utilisent à leur tour dans leurs champs. Nous passons aussi dans les églises. Dans chaque église, il y a des leaders qui vont disséminer ces techniques agroécologiques au niveau des communautés chrétiennes de base », indique-t-il. Il précise que dans cette circonstance, les techniques agroécologiques qui visent une production durable vont s'étendre sur une grande échelle.

Le responsable du projet « Agroécologie » au sein de Food for the Hungry informe que pour renforcer les capacités des

la commune Mwumba dans la province de Ngozi, des communes Busoni et Bugabira dans la province de Kirundo, de la commune Gisuru dans la province de Ruyigi.

Enfin, le représentant de FH Burundi Jerry Kazadi, interpelle les autres communes et provinces où FH n'intervient pas d'adopter les pratiques agroécologiques dans l'optique d'accroître la production agricole, protéger la biodiversité et l'environnement en général. Ce projet de 3 ans avait débuté en avril 2016 pour se clôturer en mai 2019.

Réduction des risques de catastrophes

Plus de 13 millions USD pour réduire les risques de catastrophes et renforcer la résilience des communautés

Le projet intitulé « Appui à la réduction des risques de catastrophes naturelles et à la résilience communautaire au Burundi (2019-2023) » a été lancé officiellement ce mercredi 21 août 2019. Ce projet touche sept provinces les plus affectées par les catastrophes naturelles, à savoir : Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Mairie, Kirundo, Bujumbura, Rumonge et Muyinga. Le portefeuille du projet s'élève à 13 110 000 USD dont 6 millions USD de contribution du PNUD. A terme, le projet permettra de développer la culture du risque, d'accroître la préparation de la réponse aux urgences et de renforcer les capacités institutionnelles des mécanismes de coordination

Les catastrophes naturelles occasionnent des pertes économiques énormes. Ce qui est à l'origine des déplacements récurrents de la population. De surcroît, 55 % de la population affectée sont des femmes. La résilience des communautés face aux catastrophes naturelles reste faible. D'autres contraintes sont liées notamment à l'accès limité à l'information sur la gestion des catastrophes, la faible coordination des acteurs locaux, énumère Mme Marie Ange Kigeme, spécialiste du développement durable au PNUD.

Elle fait savoir qu'on ne peut pas empêcher les catastrophes d'arriver, mais il faut être préparé pour y faire face. A terme, le projet d'appui à la réduction des catastrophes aura contribué au renforcement de la résilience communautaire. Cette dernière se traduit par cette capacité des communautés à faire face aux catastrophes naturelles par le truchement de la culture du risque, des systèmes d'alerte précoce, de la préparation de la réponse aux urgences, de l'accès aux moyens de subsistance, etc. Pour ce faire, les structures nationales et les acteurs locaux doivent justifier des meilleures capacités techniques, institutionnelles et organisationnelles, conclut Mme Kigeme.

Genèse du projet

Le PNUD, fidèle à son engagement d'accompagner les efforts du Gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie de la population a conçu, en partenariat avec les services techniques des ministères en charge de la prévention des catastrophes, le projet intitulé : « Appui à la réduction des risques de catastrophes naturelles et à la résilience communautaire au Burundi (2019-2023) », explique Mme Binta Sanneh, Représentante Résidente a.i du Programme des Nations Unies pour le développement au Burundi.

Le coût du projet est de 13 110 000 USD et le PNUD contribuera à hauteur de 6 millions USD. « Nous comptons mobiliser avec d'autres partenaires la somme restante de 7 110 000 USD auprès d'autres partenaires », rassure Marie Ange Kigeme, spécialiste du développement durable au PNUD.

Pourquoi le choix des sept provinces ?

Le projet va toucher 39 communes

des 7 provinces précitées, à savoir : Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Mairie, Kirundo, Bujumbura, Rumonge et Muyinga, sélectionnées sur base de leur degré de vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Les communes de Busoni, Bugabira et Kirundo de la province de Kirundo connaissent des déficits hydriques récurrents avec des conséquences directes sur la production agricole, indique OPC1 Anicet Nibaruta, directeur général adjoint de la protection civile et de la gestion des catastrophes.

des risques de catastrophes sont des préoccupations majeures exprimées par le Gouvernement du Burundi, à travers la « Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes 2018-2025 et son Plan d'Action 2018-2021 ». Sa mise en œuvre va permettre de mieux répondre aux désastres et aux crises, notamment celles qui sont induites par des facteurs environnementaux, économiques et sociaux, a indiqué Mme Sanneh.

Selon le ministre de la Sécurité



Commissaire de Police Chef Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes : « Le projet contribuera à relever certains défis majeurs de gestion des risques de catastrophes notamment la vulnérabilité liée au risque climatique et aux épidémies jusqu'à ce que la résilience des communautés face aux catastrophes »

De même, poursuit-il, les provinces de Cibitoke et Rumonge sont traditionnellement touchées par des épidémies de choléra surtout au début de la saison pluvieuse. Cela est dû à la pénurie de l'eau potable qui persiste dans cette région. Certaines communes de la province Bubanza comme Mpanda et Gihanga résistent moins à la sécheresse tandis que la province

Publique et de la Gestion des Catastrophes, Commissaire de Police Chef Alain Guillaume Bunyoni, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes qui vise la réduction de l'exposition des communautés et de leurs biens aux risques de catastrophes et le renforcement de leurs capacités de résilience requièrent des



Mme Binta Sanneh, représentante résidente a.i du Programme des Nations Unies pour le Développement au Burundi : « Ce projet bénéficiera à toutes les communautés, surtout les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap et les autochtones »

de Bujumbura est en proie à des éboulements de terrain.

Le projet concrétise la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes

Le renforcement de la résilience communautaire et la réduction

appuis des partenaires, y compris les agences des Nations Unies. Le projet contribuera à relever certains défis majeurs de gestion des risques de catastrophes notamment la vulnérabilité liée au risque climatique et aux épidémies jusqu'à ce qu'il y ait la résilience des communautés face aux catastrophes, précise le ministre Bunyoni.

Le projet cible les groupes de personnes vulnérables

Afin de ne laisser personne de côté, justifie Mme Sanneh, ce projet bénéficiera à toutes les communautés, surtout les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap et les autochtones. A terme, il va permettre de renforcer les capacités nationales en matière de prévention et gestion des catastrophes, et d'outiller le pays en matière de résilience et à l'adaptation aux changements climatiques. Les structures impliquées dans la gestion des catastrophes seront mieux préparées face aux désastres naturels et prêtes à se relever à la suite de celles-ci.

Le projet est aussi destiné à aider le gouvernement à s'engager avec les autres Etats de la planète à intégrer la réduction des risques de catastrophes dans les budgets nationaux afin de bâtir une infrastructure résiliente, de faire en sorte que les villes et les

climatiques restent extrêmement inquiétants. Cela implique que les ressources mobilisées pour y faire face méritent une attention particulière. Il espère que ce projet devrait aller dans ce sens pour appuyer notamment la plateforme en lui dotant d'un centre national des opérations d'urgence. Le projet devra aussi intervenir dans la publication et la vulgarisation des données actualisées sur la gestion des catastrophes. Le professeur Sabushimike insiste sur le fait d'investir beaucoup plus dans la prévention que dans la réponse aux catastrophes. « Le coût de l'inaction est dix fois plus cher que l'action en matière de gestion des catastrophes », rappelle-t-il.

Une série d'activités à mener

Les activités vont débiter par un appui matériel à la police de protection civile. Le projet va financer l'achat de nouveaux camions anti incendies pour faire face aux incendies, a révélé le directeur général adjoint de la protection civile et de la gestion des



L'atelier de lancement du projet a vu la participation des intervenants dans le domaine de la gestion des catastrophes : les cadres du ministère en charge de la réduction des catastrophes, les experts, les membres de la plateforme, les gouverneurs des provinces et les administrateurs des communes de la zone d'intervention du projet

établissements humains soient ouverts à tous, sûrs et durables et de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

« Vaut mieux prévenir que guérir »

Dans le domaine de la prévention des risques de catastrophes, le Burundi occupe une bonne place au regard des outils déjà mis en place pour y faire face, estime Dr Jean Marie Sabushimike, professeur à l'Université du Burundi. Cependant, prévient-il, aucun pays du monde, si développé soit-il, n'arrive à gérer les impacts des catastrophes naturelles. Donc, ce projet vient compléter la liste des autres projets déjà initiés dans le cadre de la prévention et la réduction des catastrophes. L'opérationnalisation des plateformes provinciales et communales reste un défi. Certaines n'existent que sur papier et manquent cruellement de moyens pour fonctionner.

Pour le géographe Sabushimike, les défis imposés par les changements

catastrophes. Des rencontres avec les gouverneurs de provinces et les administrateurs des communes de la zone d'intervention du projet sont prévues pour déterminer les activités prioritaires à mener. Cela va permettre d'apporter une réponse efficace aux problèmes récurrents spécifiques à chaque région.

Le projet va aider à cartographier les catastrophes spécifiques à chaque commune qui seront intégrés dans les plans de développement communaux. Il va renforcer la compréhension de la culture du risque. Or, celle-ci commence par la cartographie des risques, explique l'officier de police Nibaruta.

La Représentante Résidente du PNUD au Burundi a réitéré l'engagement de cette agence onusienne à poursuivre son appui au gouvernement du Burundi dans ses efforts de prévention des risques et de gestion des catastrophes. Ceci dans l'optique de développer la résilience des communautés, de réduire les catastrophes et de mieux préserver les vies humaines.



ANNONCE DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du Projet « **Lake Tanganyika Water Management (LATAWAMA)** », financé par l'Union Européenne, et mis en œuvre par **Enabel**, l'Agence Belge de Développement, en collaboration avec l'Autorité du Lac Tanganyika (**ALT**), une équipe d'expert nationaux est recherchée.

Le projet a pour objectif d'améliorer durablement la gestion et le contrôle de la qualité des eaux transfrontalières du bassin du Lac Tanganyika, en développant un outil de suivi de la qualité des eaux du lac, en mettant en œuvre des projets pilotes de réduction de la pollution dans 5 villes ciblées, et en renforçant les capacités de l'ALT. La zone d'intervention est constituée des villes de Bujumbura (Burundi), Uvira (RD Congo), Kigoma (Tanzanie), Mpulungu (Zambie) et Rusizi (Rwanda).

Enabel, l'Agence Belge de Développement au Burundi recrute actuellement quatre (04) Assistants Techniques Nationaux (ATN) pour les postes ci-après :

- 1) Expert en cartographie et développement de bases de données**
- 2) Expert en communication et renforcement des capacités**
- 3) Expert en assainissement liquide**
- 4) Expert en assainissement solide / gestion des déchets.**

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- Être de nationalité burundaise (Les ressortissants des pays d'intervention jouissant du statut de résident et ayant le permis de travail sur le territoire burundais, intéressés par ces postes et qui sont prêts à accepter les conditions de travail locales peuvent postuler) ;
- avoir un diplôme de niveau licence (ou master), ingéniorat (A0 ou A1) dans le domaine spécifique à chacun des 4 postes ;
- avoir une expérience pertinente de minimum 5 ans dans le domaine ou un domaine similaire ;
- maîtrise excellente du français et de l'anglais tant oral qu'écrit. La connaissance des langues locales des zones d'intervention constitue un atout.

Les termes de références détaillés pour ces postes peuvent être téléchargés sur le site: www.enabel.be

Les dossiers de candidature dûment constitués (CV, copies certifiées des diplômes, lettre de motivation, attestations de services rendus auprès des employeurs précédents, trois personnes de référence professionnelle, copie de permis de travail pour les candidats étrangers résidant au Burundi) seront adressés à Monsieur le Représentant Résident de Enabel au Burundi et déposés en ligne via le site www.enabel.be ou envoyés à l'adresse électronique : recrutement.enabel.bdi@gmail.com , **au plus tard le lundi 09/09/2019 à 17h00.**

- NB. - Seuls les candidats remplissant les critères décrits dans les termes de référence seront contactés pour le test.
- Pour toute question, veuillez contacter le Service des Ressources Humaines au 22 22 39 31.

D'où vient la monnaie Burundaise ?

Dernièrement, la Banque de la République du Burundi (BRB) a mis en circulation de nouveaux billets de banque. Force est de constater que certains billets vieillissent plus vite que les autres. Burundi Eco propose à ses lecteurs quelques éclaircissements sur la genèse de la monnaie burundaise



Si certains billets sont frappés de l'effigie des héros nationaux (Prince Louis Rwagasore et Melchior Ndadaye), les anciens billets portaient l'effigie des dirigeants de l'époque tels que le Roi Mwambutsa Bangiricenge et le Président Michel Micombero

La banque centrale a le monopole d'émission de la monnaie burundaise mais ce n'est pas forcément elle qui la frappe. Cependant, les banques centrales de certains pays (USA, France, Kenya) ont des maisons qui impriment leurs billets. Certaines maisons sont renommées dans la fabrication de la monnaie. Les nouveaux billets qui viennent d'être mis en circulation ont été fabriqués par Oberthur Fiduciaire, une usine française.

La banque centrale lance un appel d'offre restreint

Pour un pays qui ne dispose pas de maisons qui impriment ses billets, la banque centrale lance un appel d'offre. Ce dernier doit être restreint, car il ne concerne que les entreprises possédant la technicité nécessaire. A ce propos, dans une conférence de presse lors de la mise en circulation des nouveaux billets,

M. Clément Butoke, responsable du service Emission, Caisses et Trésor (ECT) à la BRB a révélé qu'il existe une liste d'imprimeurs pré-qualifiés sur base de leur technicité et de leur renommée. M. Butoke a précisé que les usines imprimant les billets doivent avoir des certifications de contrôle de qualité comme les certifications ISO. A titre d'exemple, il a indiqué que les imprimeries fabriquant les Euros doivent avoir l'accréditation de la Banque Centrale Européenne (BCE) délivrée lorsque ces imprimeries

respectent les normes de qualité et de sécurité fixées par cette banque. Le choix est souvent guidé par le rapport prix-qualité car comme on peut s'en douter, les billets diffèrent en qualité, en dimensions et en poids. C'est l'Etat qui paie la fabrication de la monnaie.

La durabilité d'un billet dépend de plusieurs facteurs

La qualité d'un billet est

déterminante dans la longévité de son usage, mais ce n'est pas le seul facteur. S'il est de bonne qualité mais qu'il est mal conservé, le billet ne durera pas longtemps. L'exemple typique ici, ce sont ces mamans au marché qui conservent leurs billets dans les nœuds de leurs pagnes. La fine couche plastique qui couvre le billet de 1000 FBu pour le protéger de l'humidité se détache quand il est mal conservé. Bien encore, dans les pays où le taux d'inclusion financière reste faible, les billets s'usent rapidement parce que

les utilisateurs ne les conservent pas forcément dans de bonnes conditions. En fait, quand les clients déposent l'argent sur leurs comptes en banque, les agents trient les billets usés et les acheminent à la banque centrale qui les remplace par de nouveaux.

L'histoire mouvementée du FBu

En 1960 quand le Congo belge a acquis son indépendance, une nouvelle monnaie fut émise, le franc du Ruanda-Urundi, qui dura jusqu'en 1964, deux ans après l'indépendance respective du Burundi et du Rwanda en 1962. Cette monnaie commune aux deux pays fut alors remplacée par le franc rwandais pour le Rwanda et le franc burundais (FBu) pour Burundi. Les billets de FBu changeront au fur des années. Si certains billets sont frappés de l'effigie des héros nationaux (Prince Louis Rwagasore et Melchior Ndadaye) les anciens billets portaient l'effigie des dirigeants du pays de l'époque tels que le Roi Mwambutsa Bangiricenge et Président Michel Micombero. Certains billets et pièces de monnaie ont cours légal, mais ne sont plus en circulation. Il s'agit des billets de 10, 20 et 50 FBu, mais aussi des pièces de 1, 5, 10 FBu.

Parfait Nzeyimana

DEVELOPPEMENT

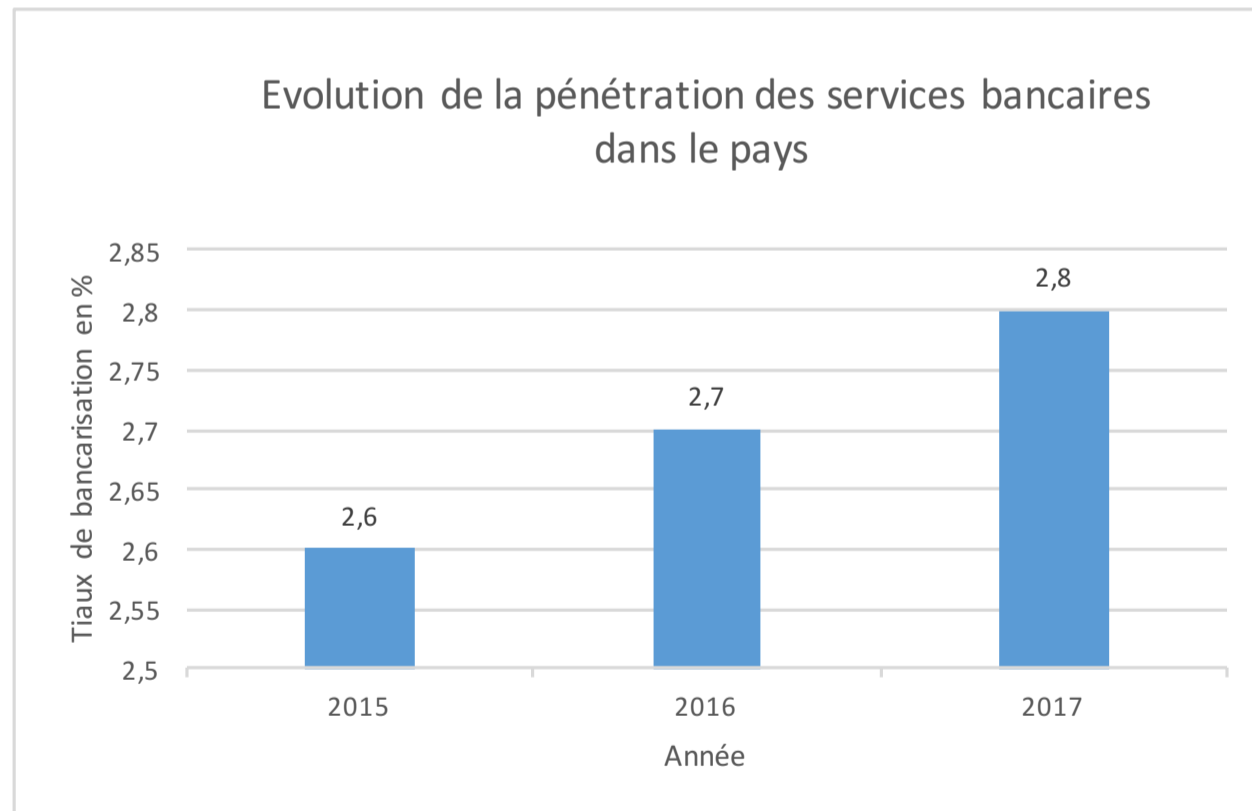
Le secteur bancaire, très contrôlé et très supervisé

Les banques sont des entreprises par nature plus fragiles que d'autres. L'autorégulation du marché n'assure pas l'équilibre et les faillites bancaires peuvent avoir davantage de conséquences négatives sur la société que celles intervenant dans d'autres secteurs. Le fonctionnement du secteur bancaire appelle une intervention publique forte afin d'en assurer la régulation. De fait, la banque est l'activité économique la plus contrôlée qui soit

La régulation bancaire consiste à limiter les effets négatifs lors des faillites bancaires éventuelles. Elle délivre l'agrément aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et s'assure du respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables et sanctionne les infractions ou manquements constatés. Elle est chargée d'examiner les conditions d'exploitation et de veiller à la qualité de la situation financière de ces établissements. Elle en assure un contrôle permanent y compris par des enquêtes de terrain.

Outre son rôle de supervision, la Banque Centrale, la Banque de la République du Burundi (BRB) pour le cas du Burundi, participe à la régulation du système bancaire de deux façons à savoir : par la politique monétaire et par son rôle de prêteur en dernier ressort.

La BRB utilise principalement l'instrument « du taux directeur ». Celui-ci correspond généralement à un taux d'intérêt à très court terme (de un à quelques jours) auquel les banques commerciales se refinancent auprès de la banque centrale. La modification de ce taux dans un sens ou dans l'autre vise à



Evolution du taux de bancarisation au Burundi (2015-2017)

peser sur les conditions de l'offre de crédit des banques.

Bref aperçu du secteur bancaire au Burundi

Le secteur bancaire burundais est composé de 12 établissements de crédit dont 10 banques commerciales et 2 établissements financiers. Le réseau bancaire est étendu sur tout le territoire national avec 180 points de service à fin 2017. La plupart des agences se trouvent en Mairie de Bujumbura. Avec 35 institutions de microfinance opérant sur un réseau de 270 points de service à fin 2017 dont 16 coopératives d'épargne et de crédit, 18 entreprises de microfinances et un programme de micro crédit.

Le degré de pénétration du secteur bancaire dans l'économie burundaise est de 2,8 % (source : Rapport Annuel de Supervision 2017). Il renseigne sur le niveau de développement de l'offre et des services financiers. Un taux qui reste relativement faible malgré les avancées et de nombreuses activités dans "l'industrie bancaire".

Pourquoi contrôler les banques ?

« La banque n'est pas tout à fait une entreprise ordinaire. La faillite de l'une peut provoquer la chute de toutes les autres et causer l'asphyxie et la paralysie de toute l'économie », explique I.B, économiste et professeur de l'université. Il

indique que du fait que la banque est et demeure un rouage essentiel de l'économie, sans lequel l'investissement, les dépenses en biens d'équipement (logement, auto, ...) et l'emploi sont sévèrement menacés, elle sera soumise à un contrôle rigoureux. C'est ce qui explique qu'on lui vienne en aide quand les choses vont trop mal et qu'elle soit particulièrement régulée, surveillée et contrôlée, dit-il.

La supervision de la BRB au doigt et à l'œil

D'après la loi circulaire N°01/2018 relative au capital minimum obligatoire des établissements de crédit, les banques doivent

disposer d'un capital minimum libéré ou d'une dotation versée au moins égale à 10 milliards de BIF. Les établissements financiers doivent disposer de 6 milliards de BIF (article 3). L'article 5 de cette note circulaire stipule que les établissements de crédit doivent adresser mensuellement à la Banque Centrale une déclaration de l'actif net moins le passif exigible.

Outre cette déclaration mensuelle, les banques sont soumises à un autre contrôle de la part de la BRB. A la direction de la supervision, de la statistique financière et de l'inclusion financière de la BRB, on parle de deux formes de contrôles à savoir : le contrôle sur pièce et le contrôle sur place. Pour le contrôle sur pièce, les banques sont tenues d'envoyer chaque jour un rapport sur leur ratio de liquidité. Aussi, un reporting mensuel et semestriel est envoyé à la BRB. Ces reportings donnent l'état financier des banques.

Quant au contrôle sur place, il s'effectue de façon périodique à l'échelle de deux ans. Cependant, il peut arriver que dans les rapports fournis figurent des actions douteuses ou qu'il y ait des rumeurs qui circulent dans l'opinion sur le niveau de liquidité des banques, etc. C'est là où la BRB via sa direction de supervision se rend sur terrain pour relever des anomalies s'il y en a et cela dans de brefs délais.

Le même protocole est soumis aux institutions de microfinance, mais avec le non informatisation de certaines d'entre elles, surtout à l'intérieur du pays, les reportings sont presque semestriels. Elles ne peuvent pas reporter sur une petite période. « En principe, le contrôle devrait être le même, mais on essaie d'apporter de petites modifications du jour au jour », dit-on à la BRB.

Dona Fabiola Ruzagiriza

Commerce transfrontalier

Les femmes plaident pour plus d'assistance

L'échange transfrontalier constitue la principale source de revenus pour un grand nombre de commerçants exerçant dans l'informel, en majorité des femmes modestes qui transportent leurs produits agricoles d'un endroit à l'autre. Il y a une importante dimension « spécifique au genre » liée à cette question. Les moyens de subsistance et les activités de ces femmes commerçantes sont actuellement mis à mal par une prédominance de paiements non-officiels et de violence physique à la frontière



Les femmes qui effectuent le commerce transfrontalier au niveau de Gatumba demandent que leur activité soit formalisée

La frontalière du Burundi et de la République Démocratique du Congo, le petit commerce alimentaire constitue une source vitale de revenus pour les ménages. Il est pratiqué à 80% par les femmes. Le commerce transfrontalier n'est rien de plus qu'un mode de survie pour ces femmes. Dès l'aube, elles se mettent en route pour vendre du manioc ou des tomates de l'autre côté de la frontière espérant en tirer un maigre profit, juste assez pour faire vivre la famille. Les hommes ne participent pas à cette

activité, perçue comme inférieure. Cette situation rend le commerce transfrontalier particulièrement dangereux pour les femmes. Les revenus générés par les activités commerciales à petite échelle jouent un rôle clé dans la réduction de la pauvreté dans les zones frontalières.

Des problèmes hantent ce petit commerce

« Nous faisons parfois face aussi à la corruption des gens en tenue

civile qui nous obligent à payer des taxes, qui profitent de l'ignorance de certaines femmes pour leur soutirer des bakchichs », confie Sophie Nsabimana, une des femmes qui effectuent le commerce au poste frontière de Gatumba. Souvent, elles perdent ainsi la moitié de leur maigre bénéfice. Avec les restrictions sur les frontières, ces femmes affirment qu'elles paient parfois beaucoup au niveau de la RDC. « La police congolaise nous dit que le problème se trouve au

niveau du Burundi qui exigent des taxes exorbitantes sur les produits en provenance du Congo. On ne comprend pas les procédures », témoigne Virginie, une autre commerçante de Gatumba. Elle raconte qu'il est souvent fréquent que trois ou quatre commerçants puissent ne pas payer les mêmes taxes alors qu'ils ont importé les mêmes produits, de mêmes quantité et qualité. « Ceci est une grande difficulté entre les commerçants. Si tel commerçant a payé des frais de dédouanement à un prix plus élevé alors que tel autre a dédouané à un prix très réduit, il y aura une différence des prix au niveau du marché, a-t-elle expliqué.

Grâce aux formations, les femmes commencent à y voir clair

Un projet de Traidlinks soutenu par TradeMark East Africa leur a donné des réponses très concrètes. Il a permis à 200 femmes de bénéficier de formations, afin qu'elles ne soient plus démunies face aux taxes. Fortes de leurs connaissances des règles du commerce transfrontalier et des véritables droits de douane, elles ne se laissent plus rançonner. « Nous leur avons bien expliqué toutes les

procédures légales afin qu'elles ne passent plus dans la clandestinité avec tous les risques qui en découlent », indique Jean Louis Mutendela, chargé des services de développement commercial EAC-RDC au sein de Traidlinks. Malgré que le commerce transfrontalier opère dans le secteur informel, les bénéfices tirés de ce dernier servent principalement à couvrir les besoins de première nécessité tels que l'alimentation ou la scolarisation. Ce qui laisse peu de possibilités de réinvestissement dans l'activité commerciale. Les revenus tirés du commerce transfrontalier sont souvent la principale source de revenus des ménages concernés. « Actuellement, nous essayons de les regrouper en coopératives pour pouvoir contracter des crédits dans les microfinances. Comme ça elles peuvent augmenter leurs revenus et relever le niveau de vie de leurs ménages », fait savoir M. Mutendela.

En attendant que le commerce transfrontalier soit admis dans le secteur formel, les femmes qui l'exercent demandent plus d'assistance et de sécurité car, grâce à cette activité, des milliers de familles parviennent à survivre.

Bonaparte Sengabo

ENVIRONNEMENT

Emballages en papier

La disponibilité et la qualité, une équation à plusieurs inconnues

Les entreprises burundaises de fabrication d'emballages en papier ou en carton ne sont pas jusqu'ici connues des commerçants. Certains doutent même de leur existence. Les imprimeries exécutent des commandes des emballages fabriqués à l'aide du papier à leur disposition. Le travail est manuel et ne répond pas aux conditions d'usage. D'où l'importation de ces emballages, surtout par les entreprises alimentaires

Certains commerçants ne comprennent pas encore quels types d'emballages remplaceront les sachets en plastique. Ils ignorent les catégories qui existent et leurs spécificités puisque, selon eux, les emballages en papier ne sont pas visibles sur le marché local. Ces inquiétudes surviennent à la suite de la mesure interdisant l'importation des sachets en plastique prise par le ministère ayant l'environnement dans ses attributions le 13 août 2019. Néanmoins, ce ministère n'a pas de données sur la quantité et le taux de production des entreprises qui fabriquent ces emballages comme le précise Déo Guide Rurema, ministre de tutelle. « Nous sommes entrain de chercher les statistiques sur les entreprises qui fabriquent les produits de substitution ».

Jean Marie Ndereyimana, est boutiquier au quartier Nyakabiga. Il explique que dans un sachet en plastique, il sert les clients de l'huile de palme ou de coton, du sel, du sucre, de la farine de manioc ou de maïs, etc. Même son de cloche chez un commerçant d'une alimentation du quartier Bwiza. Selon lui, les emballages en papier sont non seulement pratiques, mais aussi coûteuses. Tous convergent sur le fait que l'administration n'a pas vulgarisé cette mesure. « Nous allons nous adapter », a-t-il indiqué.



Quelques échantillons d'emballages utilisées dans les magasins des produits alimentaires.

Les marchands de pains, quant à eux, n'apprécient pas les emballages en papier fabriqués au Burundi. Au magasin Mutoyi de Jabe, au café gourmand, à l'Hibiscus, (ville de Bujumbura) tous se servent des emballages importés soit des pays de la communauté Est africaine ou de l'Europe. La raison avancée est que les emballages locaux ne sont pas de bonne qualité.

Quel type de papier est utilisé sur le marché alimentaire ?

Le BtoBag, fabricant professionnel français de machines pour sacs en papier, informe que lorsque vous personnalisez des sacs d'emballage alimentaire, vous avez le choix entre plusieurs types de papier. Ainsi, quatre types de papier sont souvent utilisés : le papier kraft, le papier couché, le carton blanc et le papier offset. Différents types de papier ont différentes sortes de dureté, finesse et esthétique. Il précise que lors de la personnalisation des sacs en papier, les fabricants d'emballages pour les produits alimentaires choisiront l'objet des sacs en papier et les caractéristiques des différents papiers pour répondre aux besoins des clients.

recouverts à la surface du carton par un équipement spécial, séchés et calandrés, la surface est lisse et propre, les performances d'impression sont bonnes, l'épaisseur est de 70 ~ 250 grammes et est principalement utilisé dans la fabrication des étuis à cigarettes, des étiquettes, des cartons, etc.

S'agissant du papier offset, la surface du papier est blanche et lisse, mais la blancheur, l'étanchéité et le lissé sont inférieurs à ceux du papier couché. Il convient pour l'impression des couvertures de livres monochromes ou multicolores, de textes, d'encarts, de pictogrammes, de cartes, d'affiches et de marques de couleur. Et, ces dernières années, divers produits d'emballage sont également utilisés pour produire des sacs d'emballage pour fruits secs, tels que les châtaignes qui ne sont pas exigeants.

La forme du sac en papier varie selon son usage

Le sac papier SOS (Self Opening System) s'adresse à plusieurs types de professionnels : boutiques de prêt-à-porter, restaurants, petits commerces de proximité, organisateurs d'événement, etc. C'est un sac sans poignées. Ce papier est 100% biodégradable et 100% recyclable, comme tout autre sac kraft.

Le sac papier poignées découpées. Lors de la fabrication des sacs papier kraft, les poignées sont directement découpées dans le papier et sont renforcées avec du carton afin de garantir une solidité optimale.

Le sachet / pochette papier personnalisé. Ce sac est l'une de nos solutions les plus économiques. Ce sachet en papier convient parfaitement pour les libraires ou pour tout magasin souhaitant proposer des emballages simples et

efficaces lors de l'achat d'un produit peu volumineux.

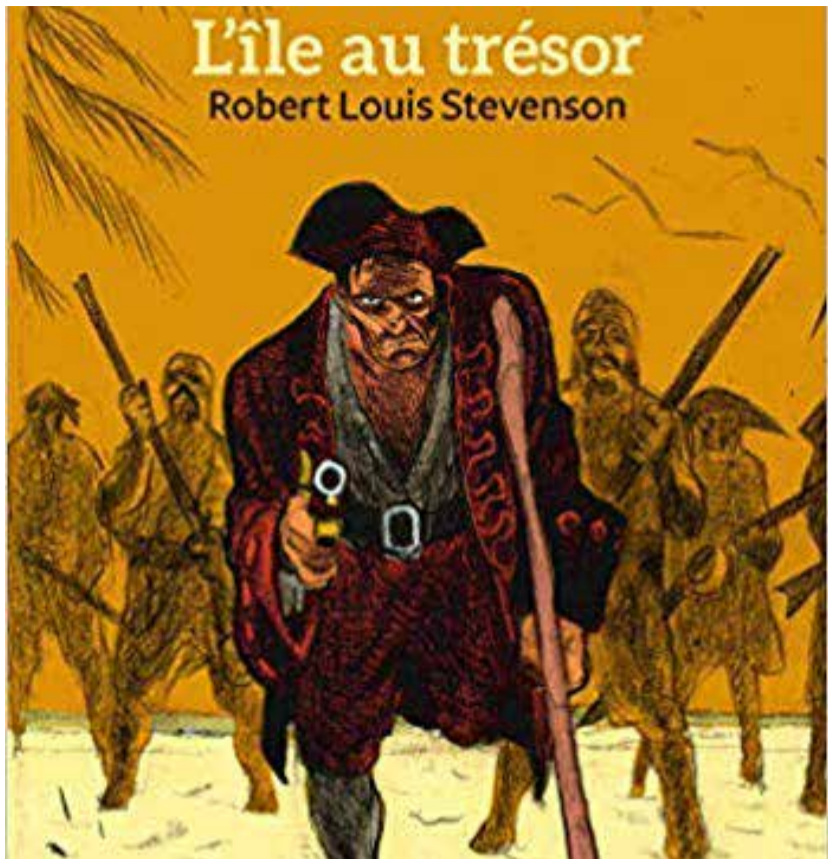
Le sac en papier traiteur à poignées plats conçu pour les traiteurs et restaurants disposant d'un service de vente à emporter ou de livraison. Ces sacs se différencient des autres par les dimensions pensées pour transporter des plats cuisinés, notamment avec une largeur et des soufflets supérieurs à la moyenne de nos sacs. De plus, les poignées plates du sac spécial traiteur assurent une excellente prise en main du sac.

Le sac en papier kraft à poignées plates est un modèle très adapté au transport d'alimentation, notamment pour les restaurants comme vu ci-dessus. La taille des soufflets peut énormément varier afin de s'adapter aux attentes des bénéficiaires. Les poignées plates permettent de transporter agréablement le sac en papier personnalisé.

Le sac kraft à poignées torsadées est l'un des sacs les plus utilisés, car il peut s'adapter à n'importe quelle boutique. Ses poignées torsadées lui confèrent une grande résistance et permet alors de sécuriser les produits du client. Ce modèle existe également avec des poignées cordelettes.

Ce qui précède démontre que les sacs en papier ou en carton, une fois développés au Burundi peuvent répondre aux attentes des utilisateurs. Pour encourager les promoteurs de produits de substitution aux sacs et sachets en plastique, Déo Guide Rurema, ministre ayant l'environnement dans ses attributions a indiqué qu'une ordonnance ministérielle conjointe a été élaborée et va bientôt être mise en place pour définir les modalités d'encouragement.

Bonith Bigirindavyi



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

L'odeur du goudron et de la marée même me paraissait nouvelle. Je vis de merveilleuses figures de proue toutes dorées, qui avaient sillonné les mers des deux mondes. J'aperçus de vieux marins avec des boucles d'oreilles et des favoris en tire-bouchons, des queues goudronnées et leur démarche maladroite. Je crois bien que la vue d'un roi ou d'un archevêque ne m'aurait pas fait écarquiller de plus grands yeux.

Et moi aussi j'allais partir ! j'allais m'embarquer sur un vrai schooner avec un maître d'équipage qui jouait du fifre, et des matelots à queue goudronnée ! en mer à la recherche d'une île inconnue qui recélait d'immenses trésors !

Tout en rêvant, nous étions arrivés à l'hôtel. Sur la porte nous trouvâmes le squire Trelawney, revêtu d'un habit en beau drap bleu, galonné comme celui d'un officier de marine. Il vint à nous avec un sourire, et je remarquai qu'il avait déjà pris l'allure balancée des gens de mer.

« Enfin, vous voilà ! s'écria-t-il. Le docteur est arrivé hier de Londres. Nous sommes au complet !

– Oh ! monsieur, quand partirons-nous, demandai-je.

– Demain », me répondit le squire.

VIII

À l'enseigne de la Longue-Vue

Quand nous eûmes déjeuné, M. Trelawney me chargea de porter un mot à John Silver, à l'enseigne de la Longue-Vue, ajoutant que je la trouverais aisément en suivant la ligne des quais.

Je partis enchanté de la commission, ravi de pouvoir examiner tout à mon aise les navires et les matelots, et c'est avec délices que je me glissai dans la foule qui encombraient à ce moment les docks, parmi les charrettes et les ballots, car c'était l'heure la plus animée de la journée.

Bientôt, l'enseigne que je cherchais apparut à mes yeux. Elle était nouvellement peinte audessus de la baie vitrée d'une petite taverne à rideaux rouges. Je trouvai en entrant

un plancher proprement sablé, une salle assez gaie et claire, en dépit de la fumée de tabac, grâce aux larges portes ouvertes sur deux rues latérales.

Les clients étaient nombreux : des matelots pour la plupart. Ils parlaient si haut et faisaient tant de tapage que je m'arrêtai sur le seuil, hésitant à entrer. Comme j'attendais ainsi, je vis s'avancer vers moi un homme qui sortait d'une pièce voisine et dans lequel je reconnus à l'instant John Silver. Sa jambe gauche avait été coupée au niveau de la hanche. Il y suppléait par une béquille dont il se servait avec une habileté surprenante, sautant de côté et d'autre comme un oiseau.

C'était un homme de haute taille et très solidement bâti, avec une figure aussi large qu'un jambon d'York, pas belle, mais intelligente et gracieuse. La bonne humeur semblait être sa qualité dominante : il sifflait gaieusement en circulant parmi les tables, avec un mot aimable pour chacun, une tape amicale sur l'épaule des plus favorisés.

S'il faut tout dire, je dois avouer qu'en voyant mentionner John Silver dans la lettre du squire, j'avais frêmi à la pensée que ce pouvait être le marin à une jambe, si longtemps attendu par moi à l'Amiral-Benbow. Mais un coup d'œil sur John Silver suffit à me détromper. J'avais vu le Capitaine, Chien-Noir et l'aveugle Pew ; je savais comment un pirate était fait... Quelle différence entre ces forbans et l'hôtelier souriant à qui j'avais affaire ! Je me décidai à l'instant à surmonter ma timidité, je traversai la salle et, me dirigeant vers l'homme à une jambe, je lui tendis ma lettre en disant :

« Monsieur Silver, n'est-ce pas ?

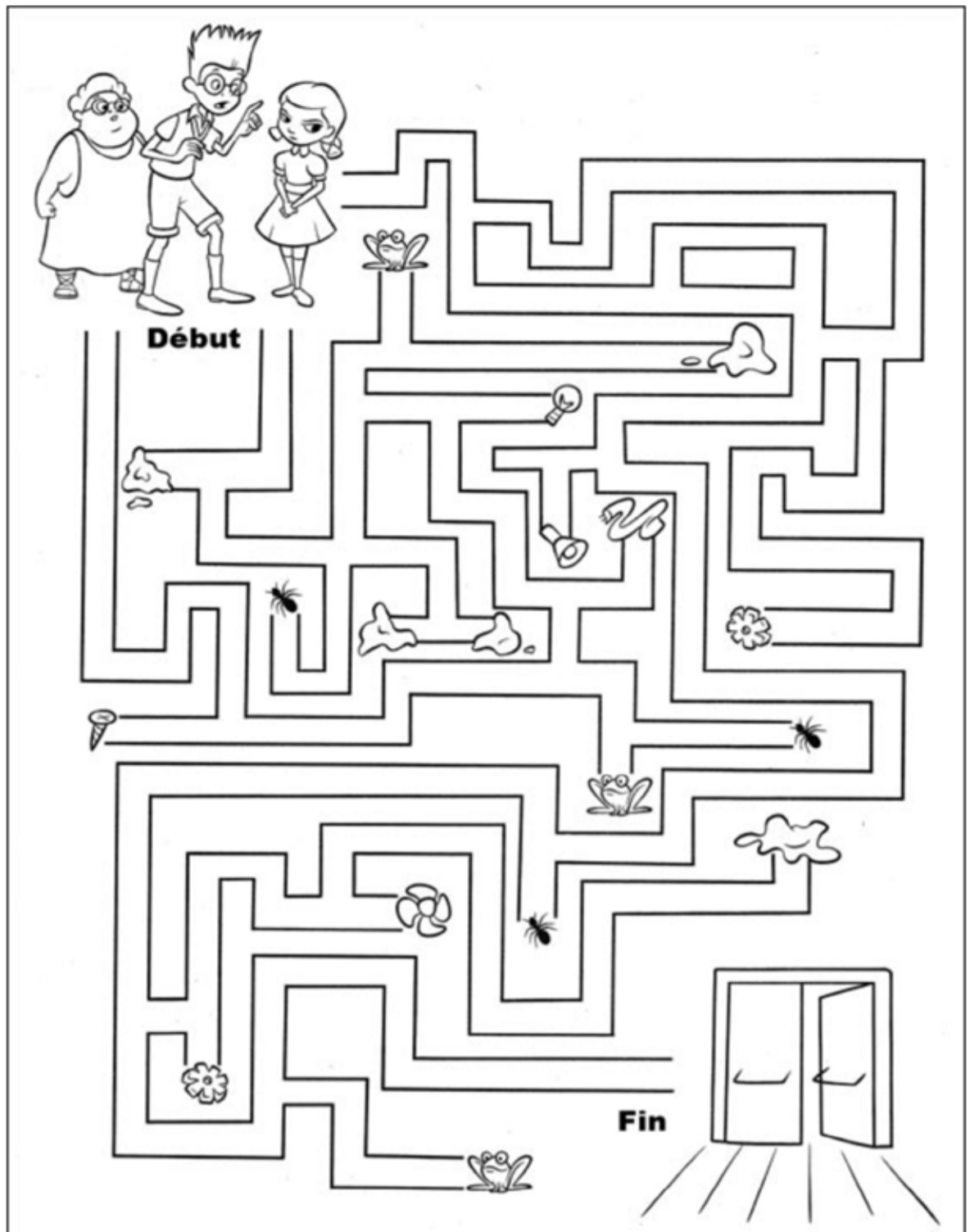
– Oui, mon garçon, c'est précisément mon nom, répondit-il. Mais vous-même ? »

Au même instant, il reconnut l'écriture du squire et je crus le voir tressaillir.

« Oh ! oh ! dit-il très haut, je vois... Vous êtes notre nouveau mousse... Enchanté de faire votre connaissance... »

Et il me serra cordialement la main.

Au moment même, un des consommateurs se leva brusquement au



bout de la salle et s'élança vers la porte, qui était tout près de lui. En deux secondes il se trouva dehors. Mais sa précipitation à sortir avait attiré mon attention et j'eus le temps de le reconnaître. C'était ce même homme à la face couleur de chandelle et à la main privée de deux doigts, qui était venu le premier à l'Amiral-Benbow.

« Oh !... m'écriai-je. Arrêtez-le !... C'est Chien-Noir !...

– Peu m'importe qui il est, répliqua John Silver. Mais ce qui me fâche, c'est qu'il n'a pas réglé son compte... Harry, cours après lui et tâche de le rejoindre ! »

Un des hommes assis près de la porte sauta dans la rue et se mit à la poursuite du fuyard.

« Ce serait l'amiral Hawke en personne, que j'exigerais ce qui m'est dû ! » reprit John Silver.

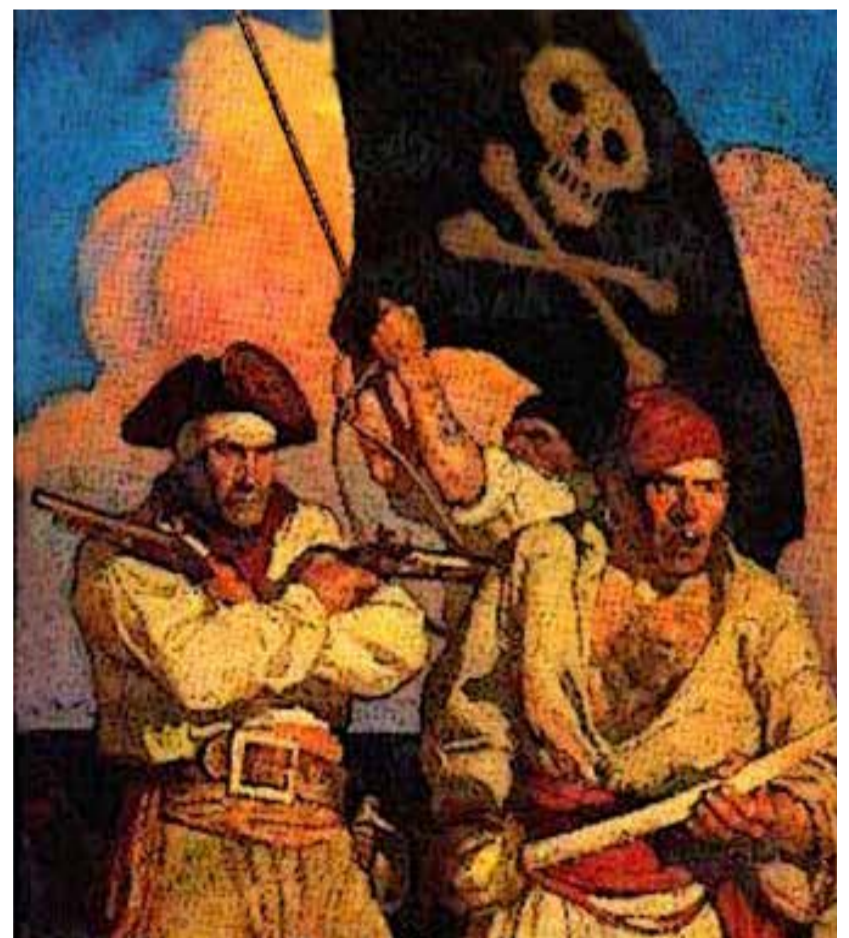
Et lâchant ma main, qu'il tenait encore :

« Comment dites-vous qu'il s'appelle !... Chien quoi !...

– Chien-Noir, monsieur. Le squire Trelawney ne vous a-t-il pas parlé des pirates ?... C'est précisément l'un d'eux.

– Vraiment, fit John Silver. Ah ! le brigand !... oser venir ici, chez moi !... Ben, cours après lui avec Harry !... Comment, c'est un de ces requins ?... Eh ! là-bas, Morgan, c'est avec toi qu'il buvait. Avance un peu, je te prie. »

Celui qui s'appelait Morgan était un vieux matelot à tête grise et au teint couleur d'acajou. Il arriva d'un air



assez embarrassé en mâchonnant sa chique.

« Morgan, il faut nous dire la vérité, reprit sévèrement John Silver. Avais-tu jamais vu ce... Noir, ce... Chien-Noir... avant aujourd'hui ?

– Non, sur ma parole, répondit Morgan en saluant avec respect.

– Connais-tu son nom ?

– Ma foi, non.

– Bien vrai ? Morgan, c'est heureux pour toi. Car s'il en eût été autrement, tu n'aurais jamais remis les pieds ici, je t'en donne mon billet !... Que te contait-il donc ce gremlin ?

– En vérité, je n'en sais trop rien, répondit Morgan.

La suite de "L'île au trésor"...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 02 septembre 2019 à 20h40

Ushuaïa TV



Doc: Namoroka

Genre : Nature
Durée : 60 mn
Réalisateur : Jean-Michel Corillion
Nationalité : France

Namoroka, sanctuaire impénétrable situé au nord-ouest de Madagascar, est une merveille géologique qui garde encore tous ses secrets. Son relief déchaqueté dévoile des images d'une fascinante beauté, un paysage à couper le souffle où s'étire vers le ciel cette incroyable citadelle ...

mardi 03 septembre 2019 à 20h35

ANIMAUX



Doc: La course pour la vie

Genre : Animalier
Durée : 25 mn
Réalisateur : Serio Max, Bettina Dalton

Dans la nature, la bataille pour la survie est essentielle. A chaque lever du soleil, une course pour la survie recommence pour les puissants prédateurs comme pour les plus minuscules créatures... La survie des plus forts dans le règne animal affecte d'autres animaux chaque seconde ...

mercredi 04 septembre 2019 à 20h55

arte



Film: Jeune et jolie

Genre : Drame
Durée : 95 mn
Réalisateur : François Ozon
Nationalité : France
Année : 2012

«On n'est pas sérieux, quand on a 17 ans»: ce vers de Rimbaud, Isabelle le récite sans passion ni identification, au sein de la classe du lycée Henri-IV, où elle fait ses études. Elle a perdu sa virginité l'été précédent dans les bras d'un garçon de son âge qu'elle a quitté, comme son enfance, ...

jeudi 05 septembre 2019 à 21h30

NATIONAL GEOGRAPHIC CHANNEL



Doc: L'arme secrète d'Hitler

Genre : Historique
Durée : 55 mn
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2015

L'arme secrète nazie est un programme documentaire qui examine la tentative des Nazis à créer un canon pour atteindre Londres depuis la France. Durant l'été 1944, les forces alliées ont découvert que les Nazis avaient construit un complexe massif sur la côte française ...

vendredi 06 septembre 2019 à 20h50

CINE + FRISSON



Film: Message From the King

Genre : Thriller
Durée : 105 mn
Réalisateur : Fabrice Du Welz
Nationalité : Angleterre
Année : 2017

Chauffeur de taxi à Cape Town, en Afrique du Sud, Jacob King débarque à Los Angeles car il n'a plus de nouvelle de sa petite soeur Bianca qui s'y était installée. Mais il arrive trop tard et c'est à la morgue qu'il la retrouve, horriblement défigurée. Jacob se lance à la recherche de ses meurtriers

samedi 07 septembre 2019 à 20h45

RTL9



Film: Piège en eaux troubles

Genre : Policier
Durée : 110 mn
Réalisateur : Rowdy Herrington
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1993

Le père du policier Tom Hardy est tué sous les yeux de son fils alors que tous deux poursuivaient un tueur en série. Tom est ensuite rendu responsable du suicide de son cousin Jimmy, accusé de violences sur un témoin. Deux ans plus tard, Tom a été affecté à la brigade fluviale...

dimanche 08 septembre 2019 à 20h50

ACTION



Film: Mad Max

Genre : Aventures
Durée : 90 mn
Réalisateur : George Miller
Nationalité : Australie
Année : 1979

Sur les autoroutes désertées d'une Australie méconnaissable, une guerre sans merci oppose motards hors-la-loi et policiers Interceptor. Dans ce monde en pleine décadence, Max Rockatansky fait figure de flic expérimenté. Il fait équipe avec le motard Jim Goose. Sa meilleure arme ...

Proverbes

« La femme est la ceinture qui tient le pantalon de l'homme »

Ce proverbe de la Côte d'Ivoire signifie que la femme est le soutien de l'homme.

« Il n'y a rien qu'on puisse faire avec le droit d'aînesse que de taquiner le plus jeune que soi »

Le plus fort ne doit pas utiliser sa force pour brimer le plus faible. Être grand n'est pas une fin en soi.

« Si en te baignant tu as échappé au crocodile, prends garde au léopard sur la berge »

Proverbe sud-africain qui signifie : si tu as échappé une fois à un danger, cela ne veut pas dire que tu échapperas au suivant

« On tarde à grandir, on ne tarde pas à mourir »

Ce proverbe vient d'Afrique du Sud et signifie que l'on peut mourir à n'importe quel âge.

« À mouton tondu, Dieu mesure le vent »

Proverbe africain qui signifie : c'est aux difficultés que tu rencontres que l'on voit les efforts que tu fournis.

« J'ai regardé le ciel et la terre »

Proverbe congolais, qui raconte que lorsqu'on perd espoir, on lève les yeux pour seulement regarder en bas.

« La vieillesse de l'oiseau se voit par ses os »

Proverbe congolais qui signifie : on peut croire qu'une personne est jeune mais elle ne fait pas son âge.

« Un seul doigt ne peut prendre un caillou »

L'union fait la force.

« Un arbre coupé, on ne le répare plus »

Un autre proverbe congolais qui signifie que c'est dès le plus jeune âge qu'il faut corriger les erreurs de l'enfant.

« Le singe qui ne voit pas son derrière se moque des autres singes. »

On voit la paille dans l'oeil du voisin, mais pas la poutre dans le nôtre.

Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										

HORIZONTALEMENT

1. Actions privant toutes fonctions. - 2. Emploi couramment l'ironie. - 3. Permet de mesurer l'intelligence. Erbium. On aime le retrouver le soir. - 4. Fatiguerons. Négation. - 5. Âgés. - 6. Brin. Très âgés. - 7. Inattendu. - 8. Note. Plante riche en huile. - 9. Assemblée à l'aide d'un métal d'apport. Prénom. - 10. Plante à grandes fleurs. Bride. - 11. Célèbre extraterrestre. Fondation.

VERTICALEMENT

I. Possibilité de changement d'état. - II. Membrane de l'œil. Dans. Manière d'agir. - III. Main d'œuvre. Iras en justice. - IV. Chères. - V. Dessus d'une marche d'escalier. Lentille. - VI. Parais. Mises à niveau. - VII. Accident de travail. Fin du jour. Rarement seul. - VIII. Par temps froid. Véritables. - IX. Sans qu'il s'en doute. Id est. - X. Paysage. Gaz rare.

Mots croisés : Solution du numéro précédent

S	O	M	N	A	M	B	U	L	E
O	V	A	I	R	E	S	U	R	
L	A	A	N	E	E				
I	L	L	I	M	I	T	E	E	S
D	E	S	E	N	E	N	U		
A	R	E	G	R	A	C	E		
R	A	R	A	I	N	U	R	E	
I	N	S	I	S	T	E	S		
S	C	I	E	L	L	E			
E	R	E	L	L	E	R			
S	A	N	D	A	L	E	M	I	

Dossiers Pédagogiques (DP)



1^{ère} édition :
Mobilité

2^{ème} édition :
Environnement

Et bientôt la 3^{ème} édition :
Entrepreneuriat

Faites vos publicités!

 (+257) 22 27 78 68
 info@burundi-eco.com
 www.burundi-eco.com



Leader Professionnel de l'Immobilier résidentiel et commercial depuis 1982



INTERIMMO

Département Immobilier de
INTERCONTACT SERVICES







Cherche présentement pour sa clientèle des maisons à vendre et à louer dans les quartiers de:

KININDO

ROHERO

KIRIRI

Les propriétaires intéressés peuvent nous contacter au : **(+257) 71 371 3 71** 

 www.interimmobdi.com  Interimmo Bdi  (+257) 75 33 66 66 / 22 22 66 66
 contact@interimmobdi.com  19 bis, Av. de l'Industrie  BP: 982 Bujumbura-Burundi